

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements : Chèque bancaire ou C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements : 1 an : 30 F (300 FB) 6 mois : 15 F (150 FB) pli fermé : 44 F et 23 F « programme communiste » 1 an : 32 F (320 FB)

13^e ANNEE — N° 214
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 21 fév. au 5 mars 76

Honneur à Luanda et aux prolétaires d'Afrique Noire!

La victoire de la jeune république d'Angola et la débandade des forces adverses sur tous les fronts est un événement d'une portée considérable.

Les richesses fabuleuses de ce pays de six millions d'habitants, gorgé de pétrole et de trésors agricoles, bondé de minerais et de diamants, avaient poussé le Portugal du 25 avril — aidé par l'argument convaincant d'une longue lutte armée — à lâcher du lest au Mozambique et en Guinée afin de concentrer toutes ses forces et tous ses moyens de mensonge socialisant sur ce pays où résidait la source de sa puissance financière, que celle-ci provienne de sa participation directe au pillage ou bien du courtage et du gardiennage pour le compte de l'impérialisme euro-américain ainsi que de l'Afrique du Sud.

En provoquant la panique des colons et leur exode massif, le mouvement d'indépendance angolais s'est magnifiquement moqué de Lisbonne et de ses encombrants parrains, mais il a dû alors affronter une double attaque : au nord, celle du FNLA, mouvement existant par la grâce de Washington, la générosité de Paris et l'hospitalité intéressée de Kinshasa, mouvement entraîné par les bons soins de Pékin qui a perdu dans l'affaire un peu de son prestige anti-impérialiste, flanqué enfin de mercenaires euro-américains et épaulé par l'armée et l'aviation de Mobutu; au sud celle de l'UNITA auquel l'Etat portugais avait généreusement confié ses harkis, mouvement qui est tenu à bout de bras par Pretoria, encadré par son corps expéditionnaire afin de contrôler Cassinga et Benguela, et sans cesse renfloué par les Etats-Unis, la France, l'Allemagne qui, en décembre dernier, ont commencé à miser entièrement sur lui au détriment du FNLA de Roberto Holden.

Aujourd'hui, puissamment aidé par un fort contingent cubain et par un apport imposant de matériel et de conseillers russes, le MPLA a mis en déroute non seulement l'inconsistant FNLA et refoulé au Zaïre les troupes de Mobutu et les mercenaires, mais il a aussi repoussé la colonne d'intervention sud-africaine et provoqué littéralement l'évaporation des troupes de l'UNITA de Savimbi Jonas.

Les bourgeoisies occidentales sont effrayées par ces événements, et à juste titre. Bien sûr le fait que l'impérialisme russe ait pu poser le pied dans cette région n'est pas pour rien dans leur inquiétude, car Moscou a marqué un point très important sur le plan stratégique puisqu'il

peut désormais surveiller les richesses qui sortent du Zaïre par le nord et contrôler celles qui sortent par le chemin de fer de Benguela, et qu'il s'est ainsi placé sur la route du pétrole et des minerais qui vont de l'Océan Indien vers l'Europe et même l'Amérique, route qu'il observe déjà depuis Aden, la Somalie et l'Inde. Mais il n'est pas dit que Washington ne puisse trouver quelque compensation à ce désastre : Moscou ne fait-il pas miroiter devant ses yeux la possibilité d'une aide économique pour reconstruire le pays dévasté par le sabotage et la guerre ? L'Europe, il est vrai, perd beaucoup dans cette histoire, au moins pour l'instant. Après le Portugal, sa carte maîtresse dans la région reste l'Afrique du Sud dont le soutien militaire à Lisbonne contre la rébellion du Mozambique n'a pu empêcher l'écroulement de l'empire décrépit et qui vient de subir, en Angola, qu'elle considère comme faisant partie de sa zone d'influence, une cuisante défaite militaire.

Cette victoire du MPLA sur l'Afrique du Sud, gendarme de l'Afrique australe, véritable canon braqué sur tous les mouvements d'émancipation de la région, dépasse de loin l'importance somme toute limitée de l'engagement militaire proprement dit. Elle est déjà un encouragement formidable à la lutte des exploités et des opprimés dans toute cette partie de l'Afrique, la plus industrielle et en même temps la plus explosive du continent. Mais elle a une portée plus large encore, une véritable portée historique. C'est une victoire du mouvement d'émancipation de la race noire contre l'oppression séculaire perpétrée par la race blanche. Le succès militaire devient ainsi une vic-

DANS CE NUMERO

- Le sens de notre activité « extérieure » (2)
- Sur l'organisation du Parti Communiste (2)
- L'impérialisme français hors de Djibouti!
- Terreur blanche en Iran
- L'exigence de la dictature du prolétariat
- Lutte antiréformiste et « démocratie ouvrière »
- Les maoïstes belges et la passion de la « défense nationale »
- RDA : un socialisme dernier cri
- Amours sino-germaniques
- Travailleurs immigrés
- Chômage, licenciements
- Interventions du Parti

toire morale qui doit faire souffler sur toute l'Afrique opprimée un vent libérateur, qui atteindra d'ailleurs tôt ou tard l'impérialisme russe lui-même, en dépit de sa contribution militaire à une victoire dont, soyons-en sûrs, il mettra tout son poids à atténuer les conséquences politiques. (suite page 2)

Le XXII^e Congrès du P.C.F. :

Ordre, morale, patrie !

Il n'y a pas de situation plus désagréable pour des larbins que d'être snobés par leurs maîtres. C'était là le sort de nos communistes nationaux depuis 1947, dans les pays où les Ramadier respectifs les remerciaient en leur accordant les seuls insignes du mérite qu'ils auront jamais : la marque du pied sur le derrière...

Et pourtant nos braves factotums n'avaient-ils pas servi avec loyauté la cause du Travail, de la Patrie et de l'Ordre ? N'avaient-ils pas aidé avec un zèle inégalé à faire croire à la classe ouvrière que la guerre impérialiste dans laquelle, du côté français, une partie de la bourgeoisie cherchait à défendre ses capitaux en Europe centrale, tandis que l'autre pensait à ses intérêts en Indochine ou en Afrique, était une guerre purement « idéologique », celle de la démocratie contre le fascisme ? N'avaient-ils pas mis toute leur ardeur à faire la chasse aux « hitlér-gauchistes » — entendez ceux qui avaient tenté de maintenir une tradition révolutionnaire en métropole et ceux qui se dressaient les armes à la main contre l'opresseur impérialiste dans les colonies ? N'avaient-ils pas donné le meilleur d'eux-mêmes — et surtout le meilleur de la classe ouvrière — à remettre l'« économie nationale » sur pied ? Et Thorez n'avait-il pas déjà révélé un penchant marqué pour ajuster les mots aux choses en parlant des voies « pacifiques », « nationales » et « démocratiques » au socialisme ?

Imaginez le terrible supplice d'un parti toujours également prêt à servir, un parti qui a donné de telles preuves de désintéressement et qui, pour des raisons de basse politique internationale et pour ce motif cynique qu'on n'a plus besoin de sa collaboration directe, se voyait pratiquement banni et refoulé, non seulement à gauche, mais à l'est, pour paraphraser Guy Mollet ! Imaginez l'aigreur de ses bureaucrates rêvant de paisibles ronrons parlementaro-participatifs et obligés de parler de ces choses venant d'un passé révolu, comme la « violence », l'« action directe », et — horreur ! — la « dictature du prolétariat », des notions aussi étrangères à leur politique !

Eh bien, c'est fini ! Avec le XXII^e Congrès, tout cela est jeté aux oubliettes du plus-que-parfait. De nouveau la bourgeoisie a besoin de l'opportunisme : elle le rappelle et sa presse, ses journaux, sa radio et sa télévision le lui signifient avec éloquence. C'est pourquoi ce Congrès a été celui du « bonheur », selon le mot de Marchais, celui des larbins « heureux »...

Les services qu'a rendus le PCF, sans rancune, dans sa longue traversée du désert de l'ostracisme national, dans tous les épisodes de la vie patriotique, en 62 comme en 68, et dans les épisodes plus petits et quotidiens des luttes sociales, ces services ne sont plus suffisants. Aujourd'hui, il faut plus : il faut qu'il participe plus directement à la « gestion des affaires politiques », comme dans tous les pays où le stalinisme a une large influence sur une classe ouvrière, qui risque de devenir remuante — ici comme en Espagne ou en Italie ou au Portugal...

Depuis quelques années, on a envoyé Mitterrand en éclaireur, pour lui tenir la main, et le guider dans le « jeu normal » de la vie politique. Il fallait d'autre part s'assurer que l'opportunisme n'est pas trop gourmand et qu'il ne risque pas d'utiliser la formidable puissance que lui donnent les organisations ouvrières pour faire valoir des intérêts mesquins de valet. Et surtout il fallait qu'il prouve son aptitude à maîtriser les réactions des larges masses ouvrières, à neutraliser celles des couches avancées, voire à les combattre, sinon sa collaboration serait inutile : la bourgeoisie préférerait gouverner en personne. (Suite page 4.)

Lutte antiréformiste et « démocratie ouvrière »

Indépendamment de la question de savoir si les organisations actuelles pourront ou non être réadaptées aux besoins de la lutte de classe du prolétariat — question qui, en tout état de cause, ne peut être tranchée qu'en présence d'un fort mouvement de classe qui fait encore défaut aujourd'hui —, les communistes révolutionnaires se sont toujours fixé comme objectif de conquérir les organisations intermédiaires ou immédiates que se donne la lutte ouvrière à l'influence de leur parti. Il est clair pour eux que l'aptitude de telles organisations à se mouvoir sur un terrain révolutionnaire et à servir de levier pour la révolution n'est pas une question de forme, mais de substance : elle est évidemment liée aux situations historiques, mais aussi — et c'est là que nous pouvons agir — à la capacité du parti à exercer une influence décisive en leur sein. C'est pourquoi les communistes considèrent comme la pierre angulaire de leur politique dans les organisations immédiates la constitution de noyaux ou groupes communistes qui regroupent les membres du parti et tous les prolétaires qui se disciplinent à ses objectifs et à ses méthodes de lutte sur ce terrain.

Nous avons vu dans le Prolétaire n° 212 que notre « extrême gauche », réunie en table ronde par Politique-Hebdo (voir n° 200 du 4-12-1975) réécrit cette position réaffirmée cent fois par l'Internationale Communiste, même quand elle se réclame en paroles des thèses de ses Congrès. Aussi la notion de « fraction communiste », c'est-à-dire le regroupement des groupes syndicaux du parti ainsi que les syndiqués qui suivent l'orientation donnée par le parti sans appartenir pour cela à une de ses organisations, est-elle explicitement refusée par notre « extrême gauche » qui lui préfère la notion de « tendance ». Et encore, le P.S.U. et l'O.C.G.O.P. trouvent ce terme encore

trop provoquant et se contentent de celui de « courant ». Pour le P.S.U. qui, on le sait, rejette déjà toute « structure propre du parti dans le syndicat », chacun a le droit d'avoir des idées mais surtout que personne ne s'organise en tendance, parce que cette dernière « n'exprime pas a priori une avancée significative dans l'éclaircissement des débats internes [!] » et présente des « risques de fossilisation », ce qui laisse évidemment toute latitude à la tendance qui monopolise les organisations syndicales non seulement d'obscurcir complètement toute conscience de classe et de « fossiliser » toute lutte réelle, mais même de vendre tout à fait l'appareil de

ces organisations à l'entreprise et à l'Etat. Voyons maintenant ce que dit la G.O.P. : « la tâche fondamentale de la classe ouvrière est de refuser de payer la crise », explique cette organisation, qui poursuit : « Pour impulser ce combat, nous avons, pour notre part, élaboré une plateforme commune avec Révo! dans le souci, non de construire une tendance ou une fraction, mais de rallier un courant que nous espérons majoritaire, dans les syndicats comme hors d'eux. Autrement dit, l'objectif est de gagner la majorité de la classe et non la majorité dans les syndicats, même si cela (suite page 2)

RÉUNIONS PUBLIQUES

● A STRASBOURG

Le vendredi 27 février, 20 h 30, maison des Syndicats, 1, rue Sédillot

CRISE ET LUTTES REVENDICATIVES

● A TOULOUSE

Le jeudi 11 mars, 20 h 30, cité de l'Arsenal, bâtiment C

● A LILLE

Le vendredi 12 mars, 20 h 30, 27, rue Adolphe

ESPAGNE : 1936-1976

(Suite de la page 1)

Si cette victoire inquiète la bourgeoisie des grandes métropoles, elle ne peut que combler de joie le prolétariat de ces mêmes pays, car la puissance des Etats qui les oppriment repose sur la double exploitation de la classe ouvrière autochtone et des masses laborieuses des pays dépendant d'elles à tous les degrés.

*

Mais il y a une autre chose dont le prolétariat international a mille raisons de se réjouir : ce sont les premiers pas faits sur la scène politique par le jeune prolétariat de Luanda et des autres villes, par les prolétaires et semi-prolétaires des plantations et par toutes les masses exploitées qu'ils entraînent dans leur sillage. Et, en effet, ces pas sont très prometteurs.

Ce sont les masses révolutionnaires de Luanda qui, pour répondre aux intimidations et à la répression de l'armée portugaise aidée par le FNLA et l'UNITA, se sont armées malgré la direction du MPLA (en avril, celui-ci affirmait encore que « le peuple n'avait pas besoin de s'armer puisque l'armée était issue du peuple et à son service »). Ce sont elles qui ont brisé le gouvernement provisoire, ce qui a provoqué l'exode portugais et le débâclement de l'administration coloniale, la rupture de l'alliance entre le MPLA et le MFA, l'éclatement du front entre eux et les autres intérêts, localistes et impérialistes. Ce faisant, les masses révolutionnaires ont contraint le MPLA à la lutte ouverte contre le FNLA, l'UNITA et leurs maîtres et provoqué ainsi leur défaite, même si la Russie peut empêcher leur élimination totale. On comprend aisément pourquoi

La saine logique de « Révolution ! »

Dans un article écrit à la gloire de Chou En-lai, paru dans le n° 120 de *Révolution !*, on peut lire la remarque suivante sur la tactique de l'Internationale stalinisée en Chine : « Le Komintern préconise à cette époque « l'alliance populaire », sous la direction de la bourgeoisie nationale, c'est-à-dire l'unité loyale avec la bourgeoisie nationale dans le Kuomintang. Cette stratégie [...] va amener la plus terrible des défaites du prolétariat chinois. En 1927, Tchiang Kai-chek, le dirigeant de la droite du Kuomintang, déclenche une répression féroce contre un parti communiste et une classe ouvrière désarmés. »

Très juste. Mais quelle leçon en tire-t-on ? Celle de la nécessité pour le parti prolétarien de garder son indépendance, même lorsque des accords sont concevables avec d'autres partis sur le plan insurrectionnel ? Pensez-vous !

Voyons donc ce que dit *Révolution !* au sujet de l'Angola : elle émet bien des critiques à la direction du MPLA pour sa modération ; elle sait que des oppositions à sa politique se manifestent, hors de lui comme en son sein, mais cela ne l'empêche pas d'accompagner son slogan de « soutien au peuple angolais » par : « un seul représentant, le MPLA ! » (1).

Bien sûr, Neto n'est pas Tchiang Kai-chek, ni peut-être même Wang Ching-wei (2), pour des raisons historiques et parce que la maturité des classes n'est pas la même en Chine et en Angola, mais politiquement le problème reste le même : faut-il attendre chaque fois, que, dans les fronts nationaux qu'on nous propose, la droite, c'est-à-dire les représentants des forces bourgeoises ou tendanciellement bourgeoises, sautent sur le prolétariat et le découpent, pour inviter ce dernier, surpris, démolé et, comme en Chine, exsangue, à se placer sur son terrain à lui ? La stratégie de Staline était criminelle. Celle de ceux qui ne veulent pas en tirer de conclusions pratiques est encore pire.

(1) Voir, à propos de « soutien aux luttes anti-impérialistes » et notamment de l'Angola, *Le Proletaire* n° 208.

(2) Chef du Kuomintang de gauche avec lequel l'IC recommença la même tactique qu'avec Tchiang, tactique... qui aboutit au même résultat !

Honneur à Luanda !

en décembre encore, Savimbi posait comme condition à la reconstitution d'une coalition gouvernementale la « démilitarisation » de Luanda...

Nous avons maintes fois montré que c'est ce mouvement révolutionnaire qui était à l'origine du réveil de la lutte ouvrière au Portugal et des désertions dans l'armée, mais malheureusement le poids encore énorme de l'opportunisme et du chauvinisme qui se manifeste même dans les franges de l'« extrême gauche » n'a pas permis que cette lutte se place sur le terrain de la lutte ouverte contre l'opresseur commun, tandis que dans le reste de l'Europe, sans parler de l'Amérique, l'opium du social-impérialisme est encore une terrible entrave à la lutte de classe, empêchant que s'opère la jonction entre le prolétariat des métropoles et les masses exploitées des pays opprimés, qui continuent à supporter seules le poids de la lutte contre l'impérialisme.

La pression de ce dernier fait qu'en dépit des élans généreux, les partis les plus radicaux ont le plus grand mal à se maintenir ou même à naître, et notamment ceux qui sont porteurs des exigences propres des masses prolétariées. Cette situation favorise

les partis les plus prêts au compromis, et dans leur sein, les éléments les plus modérés. Cette loi se vérifie à Luanda, où le MPLA a bien été obligé d'accepter l'armement des quartiers populaires, mais où l'arrivée opportune des troupes cubaines lui a permis de donner un encadrement solide à son armée, de reléguer les milices populaires dans un rôle tout à fait subalterne et de les subordonner aux forces armées, tout en rejetant aux frontières les mouvements honnis par les masses populaires, ainsi que les mercenaires et les corps expéditionnaires ennemis. Le MPLA est ainsi parvenu à satisfaire les exigences irrépressibles des masses révolutionnaires, mais il l'a fait à sa manière et non à la manière plébéienne. Et il a trouvé dans le prestige conféré par cette capacité la force d'isoler les éléments les plus radicaux et de les combattre.

Il a commencé, grâce aux conseils éclairés du grand frère russe, qui démontre encore une fois sa nature contre-révolutionnaire, à « normaliser » l'armée, en renvoyant chez eux les éléments les plus remuants et en faisant fusiller quelques soldats extrémistes. Il a également entamé l'épuration des milices et dé-

capité les organisations « gauchistes » en interdisant leurs journaux et en dirigeant la répression contre elles et il a accentué la lutte contre l'aile gauche du MPLA, notamment parmi les Jeunes.

La contrepartie de cette politique est (on s'en doute !) un certain « manque d'enthousiasme » qui s'est manifesté pour monter au front, ainsi que dans les usines et les docks : aussi lui faut-il lancer journellement des appels au « travail » et à la « discipline »...

Il n'est pas étonnant que, faisant leurs premières armes politiques, les devanciers de la bourgeoisie s'aperçoivent, après leurs aînés des autres continents, qu'il faut réprimer les impulsions des masses exploitées et surtout des jeunes noyaux prolétariens, de peur que, dans leur élan impétueux, ceux-ci ne leur sautent à la gorge pour répondre à leurs intérêts distincts de classe. C'est aussi ce qui fonde la nécessité du parti autonome de classe, même avant que les tâches nationales et démocratiques soient achevées, même quand la bourgeoisie et les autres classes ont encore des talents progressistes, voire révolutionnaires, de manière à faire valoir les exigences propres du prolétariat dans une

lutte qui pourra ainsi être renforcée, et dont la direction pourra, si les conditions s'y prêtent, tomber entre ses mains, une lutte qui, de toute façon, puisse servir de tremplin à la préparation de la révolution communiste.

*

L'Angola a fait faire un grand pas à l'Afrique tout entière en vengeant Lumumba et le désastre du Congo, en vengeant la défaite héroïque de l'UPC devant l'impérialisme français. Une ère nouvelle s'ouvre pour l'Afrique « arriérée » qui vient de donner une leçon à l'Europe et à l'Amérique « civilisées ». Honneur à l'Afrique !

Et le prolétariat africain, lui qui vient de faire un pas plus grand encore, un pas de géant, poussant aujourd'hui de toutes ses forces pour un mouvement d'indépendance plus radical, pour couper les ponts avec le passé, que ne fera-t-il demain quand il se battra en son nom propre et sous son propre drapeau ? Que les prolétaires des métropoles impérialistes méditent son exemple, qu'ils entendent son appel à la lutte, qu'ils ne le laissent pas encore une fois seul ! Puisse-t-il trouver, dans cet exemple et cet appel, la force de lutter pour leurs intérêts indépendants de classe et renouer enfin avec leur tradition et leur programme, le programme unique du prolétariat du monde entier, celui du communisme !

Lutte antiréformiste et « démocratie ouvrière »

(suite de la page 1)

peut passer par ceci [...]. Notre but n'est pas de conquérir la direction au profit d'une tendance qui soit l'émanation d'un front des révolutionnaires. Nous cherchons à ce que s'affirme un courant dont l'effet collectif serait soit de neutraliser les syndicats pour qu'ils ne brisent pas la volonté de lutte, soit, au mieux, la prise en charge par eux, du désir de frapper ensemble. [...] Nous refusons la tendance en tant que structure permanente cherchant à s'assurer un pourcentage des suffrages dans les congrès syndicaux.»

La théorie de l'« autocastration » du P.S.U. trouve ici une variante : la G.O.P. refuse la tendance au nom de la conquête de la majorité ; c'est un peu comme si on condamnait l'amour sexuel individuel au nom de l'amour de l'humanité tout entière... A quoi ceci peut-il conduire en réalité ? Eh bien, aux ouvriers combattifs, qui veulent coordonner leur action pour la renforcer et éviter que les grèves et les organisations ne soient éternellement prisonnières de l'orientation et des méthodes du réformisme, même lorsque les ouvriers veulent aller plus loin, on dira : « surtout pas de coordination, pas de tendance ! » en assimilant de façon hypocrite ce problème avec la course aux suffrages. Pendant ce temps-là, on se contentera d'une propagande pour une « plate-forme commune » ; et comme la seule force organisée restera le réformisme, cette propagande risque fort de se transformer en inutile et moralisateur préchi-précha en direction des bonzes afin qu'ils veuillent bien se mettre au service de la lutte des travailleurs.

*

Reste la conception de la tendance. La L.C.R. explique la question à sa manière : « La difficulté — là se pose le problème du droit de tendance — est que réussissent à cohabiter sans détruire l'unité syndicale des courants aussi divers qu'un courant social-démocrate, un courant stalinien et un courant révolutionnaire lui-même multiforme [...]. Pour nous les tendances revêtent quatre caractères : 1) elles ne sont pas l'expression directe des partis ; 2) elles respectent les structures fédératives du syndicat [...] (suivent deux règles qui concernent le fonctionnement du syndicat lui-même).

Le problème n'est nullement celui de la coexistence entre courants. Il est celui de la lutte sans merci entre deux grands courants ennemis qui ne peuvent pas ne pas s'organiser à l'intérieur des organisations

ouvrières, où ils tentent de s'arracher l'influence sur les larges masses ouvrières : l'opportunisme réformiste et social-impérialiste qui agit comme « agent de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière » et le courant révolutionnaire qui tente de faire de la lutte immédiate un levier de l'émancipation prolétarienne.

Voici ce qu'écrivait Trotsky dans *Les syndicats à l'époque de l'impérialisme*, un texte republié par la L.C.R. mais sans doute très mal digéré :

« Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organismes dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement, au sein d'une organisation de masses, ne peut plus exister longtemps. Tout comme il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière. »

Cette conclusion générale est confirmée par la pratique du réformisme qui tente de rendre la vie impossible aux révolutionnaires et leur fait la chasse partout où l'organisation s'y prête. Le problème est aujourd'hui bien moins de conserver un terrain conquis sur la tendance réformiste que d'imposer à cette dernière notre droit à l'existence. Quant à la constitution d'une tendance révolutionnaire organisée dans les syndicats, elle n'est évidemment concevable à une échelle générale qu'en présence d'un fort mouvement de classe sur lequel elle puisse prendre appui contre la bureaucratie syndicale. Il est par ailleurs certain que cette lutte ne pourra jamais être contenue dans des formes constitutionnelles quelconques, même si, à un moment donné, des règles de fonctionnement données doivent traduire un rapport de forces donné mais nécessairement provisoire, car la dynamique même de la lutte des classes pousse nécessairement la tendance réformiste et la tendance révolutionnaire à s'éliminer l'une l'autre totalement des organisations.

A ce propos, même si les opportunistes n'hésitent pas à saborder des sections syndicales ou des organisations locales qui seraient influencées par un courant classiste, ou à provoquer des scissions syndicales, les communistes ne sont pas scissionnistes. Ils n'admettent les scissions que si les masses se rebellent ouvertement contre les organisations existantes et ils ne les justifient jamais par les besoins de la lutte finale mais par ceux de la lutte immédiate. Ils sont donc pour l'« unité » mais ils la conçoivent sur des bases de classe, qui seu-

les permettent au mouvement de se lier tendanciellement à la direction révolutionnaire. Aussi ne font-ils pas de l'« unité syndicale », surtout aujourd'hui, un fétiche devant lequel tout devrait être sacrifié, même le droit effectif de combattre l'opportunisme.

Même Révo! peut critiquer le fétichisme organisatif de la L.C.R. : « l'unité de la classe ouvrière, dit-elle, n'est pas l'unité des bureaucraties, mais doit reposer sur des bases de classe, anticollaborationnistes et démocratiques ». Hormis le terme de « démocratique » dont on se demande ce qu'il peut venir faire là-dedans, ceci est parfaitement juste. Malheureusement, on connaît le goût de Révo! pour la phrase révolutionnaire, et il cache mal dans cette organisation le conformisme le plus droitier qui inspire la virulence de ses attaques contre les éléments qui se révoltent contre l'opportunisme, sous couleur d'« unité la plus large », sous prétexte de « préserver des appuis », etc. Tôt ou tard il faudra bien ajuster les paroles aux actes !

La L.C.R. fait une autre déclaration intéressante dont elle n'a pas, il faut dire, l'exclusivité lorsqu'elle affirme que la tendance « n'est pas un front des révolutionnaires, mais le résultat d'une large convergence sur une plate-forme unifiante ». Comment peut-on opposer une « front des révolutionnaires » et une « plate-forme unifiante », sinon en montrant qu'on est incapable de comprendre les conditions réelles de la lutte ouvrière ?

Tout le monde sait que la L.C.R., sacrifiant à la mode qui sévit dans notre « extrême gauche », est d'ordinaire prête aux fronts les plus divers, non seulement avec les révolutionnaires mais aussi avec les opportunistes et jusqu'aux démocrates, non seulement sur le plan de la défense quotidienne mais aussi sur le plan de la lutte pour le pouvoir, en passant par le fameux « gouvernement ouvrier ».

Et où condamne-t-elle ce front ? Précisément pour la défense du pain et des conditions de lutte, dans les organisations ouvrières, précisément sur le seul terrain où il est en même temps utile à la lutte de défense prolétarienne tout en permettant au parti, qui peut garder son entière indépendance pourvu qu'il le conçoive comme un front d'articulations syndicales de partis, d'arracher dans la lutte pour les objectifs communs les prolétaires à l'influence des autres partis et de pouvoir continuer la lutte sous son drapeau le jour où le front est rompu par les autres organisations, bref précisément sur le terrain par excellence du front unique tel que le concevaient non

seulement la Gauche mais aussi l'Internationale avant qu'elle n'élargisse inconsidérément le champ d'application de cette tactique.

Et quelle ironie ! Ceux qui condamnent le front des révolutionnaires sur le plan syndical sont justement ceux qui dans les faits sont incapables de concevoir une organisation qu'ils osent dire « ouverte » autrement que comme un cartel d'organisations sous les fourches caudines desquelles le moindre sans-parti devrait passer s'il veut simplement se défendre ! Nous ne trouvons qu'une explication à cette attitude : la peur d'affronter les reproches d'« entrisme » et de « noyautage » faits par l'opportunisme qui, lui, n'a pas peur d'utiliser son noyautage monopolé pour « sortir » les révolutionnaires des syndicats.

*

Ainsi, les communistes défendent-ils le droit de tendance dans les syndicats comme hors d'eux, dans les diverses formes d'organisation ouvrière. Mais ils ne font pas découler cette revendication d'une abstraite démocratie ouvrière qui par son seul respect réglerait tous les problèmes, parce que ces derniers sont des problèmes de force, d'orientation et non de forme. Cette revendication n'est rien d'autre que la lutte pour une orientation de lutte de classe dans les organisations ouvrières, elle est donc une exigence de la lutte elle-même et peut trouver sa réalisation dans un front unique de défense prolétarienne.

Cette revendication doit trouver son aboutissement dans l'élimination, au cours de la lutte et pour ses besoins, des tendances réformistes ; c'est pourquoi les communistes ne font pas des règles de fonctionnement des organisations ouvrières des règles intangibles qui pourraient nous prémunir contre les effets des rapports de forces adverses ; c'est pourquoi aussi les communistes ne font aucune opposition entre tendance et fraction, la forme la plus évoluée de la tendance étant l'organisation en fraction rassemblant toutes les énergies autour du seul parti communiste et de ses groupes syndicaux pour la conquête des organisations que s'est donnée la classe et auxquelles seule la direction du parti peut donner toute son efficacité.

Lisez et diffusez :

PROGRAMME COMMUNISTE

*

COMMUNIST PROGRAM

L'impérialisme français hors de Djibouti !

L'importance stratégique de l'Océan Indien fait de lui le théâtre d'un véritable ballet non seulement diplomatique, mais aussi militaire dont les acteurs sont les flottes de guerre des brigands impérialistes. En effet, celui qui réussirait à contrôler cette région aurait dans ses mains de formidables atouts qui déterminent le sort des pays européens et du Japon, dans la mesure où la plupart du pétrole qu'ils consomment est transporté, depuis le golfe arabo-persique, dans ses eaux. Il n'est donc pas difficile de comprendre pourquoi les grandes puissances mettent tout leur poids pour conserver ou acquérir dans cette zone des « facilités » et des bases militaires, en se servant pour cela, comme d'habitude, de tous les moyens imaginables, depuis l'écrasement dans le sang des révoltes populaires jusqu'aux accords diplomatiques et au rachat pur et simple d'îles (comme Diego Garcia, achetée en 1966 aux Anglais par les Américains).

Surveillant l'accès de la Mer Rouge, le territoire des Afars et des Issas assure à l'impérialisme français un point d'appui dans un des quatre détroits stratégiques de l'Océan, celui de Bab El Mandeb, la Porte des Fleurs. Avec la Réunion, qui est située à un autre point stratégique de la « route du pétrole » et des minerais et où siège l'état-major interarmes français dans cette région, et avec la pauvre île de Mayotte dont la situation à l'entrée du canal du Mozambique lui vaut l'infortune d'un référendum bien étudié qui la « rattache » à la France, Djibouti constitue un des points-clés du dispositif de l'impérialisme dans l'Océan Indien — et ce pour le plus grand bien de la « défense nationale » !

Son importance stratégique est d'ailleurs accrue par le fait que les Russes, qui contrôlent les deux autres bases de la Porte des Fleurs

(Aden et Berbera, respectivement de l'autre côté du détroit et à côté de Djibouti, en Somalie) et qui ont la flotte de guerre la plus importante de la région, « seraient seuls à contrôler l'entrée de la mer Rouge et le débouché du canal de Suez, s'il n'y avait pas Djibouti » (Le Figaro, 6-2-76), ce contrôle étant d'autant plus important pour Moscou que le passage par Suez divise par cinq la distance entre la mer Noire, principal siège naval russe, et l'Océan Indien. Voilà qui explique non seulement le pas de deux américano-soviétique dans la région, mais aussi l'intérêt que Paris (l'unique puissance en plus des deux grands qui y est présente) attache à Djibouti et pourquoi celui-ci est, comme l'indique suggestivement le titre de l'article du Figaro cité ci-dessus, « un des verrous de l'Océan Indien ».

*

Il a fallu l'enlèvement des 30 enfants d'officiers français pour que Djibouti perce le mur du silence qui doublait celui des barbelés qui l'enserme. « O crime ! O atrocité ! Des innocents ! », se sont écriés avec une feinte stupeur les commentateurs hypocrites qui se sont bien gardés de rappeler que les officiers dont les enfants ont été kidnappés appartiennent à une armée coloniale qui, elle, perpète depuis de longues années des massacres « à l'échelle industrielle », calculés et systématiques, dans les quatre coins du monde et à Djibouti même, en se moquant bien de la vie des enfants comme de celles des adultes et des vieillards indigènes ; une armée qui a parqué des milliers d'habitants du « Territoire » dans des camps de concentration en plein désert (voir Le Figaro du 6-2-76) et qui a isolé la ville du reste du Territoire au point que « les ravitaillements n'arrivent plus ici » (idem) ; une armée qui, la veille même de l'enlè-

vement, après un de ses ratissages coutumiers, avait rasé le bidonville de Balbala, à côté de Djibouti, sous prétexte qu'y « demeuraient de nombreuses personnes en situation irrégulière » (Le Figaro, 4-2-76). On sait, à ce propos, que le rasage ou l'incendie systématiques de quartiers populaires entiers est depuis l'Indochine, l'Algérie et le Cameroun, une des méthodes favorites de la France démocratique et cultivée pour démanteler des organisations de résistance populaire ou empêcher leur constitution. Et avec quelle froideur de calcul — une froideur acquise dans l'extermination scientifique des rebelles coloniaux sur plusieurs continents — les ravisseurs ont été abattus !

Tout cela prouve bien que Paris est décidé à garder à tout prix la clef du verrou djiboutien dans ses mains : camps de concentration, rasage de villages entiers, isolement des villes, sabres de la Légion Étrangère, balles infaillibles des tireurs d'élite de Maisons-Alfort, tous les moyens sont bons pour briser les reins d'un mouvement populaire anticolonial pouvant troubler les plans d'une « indépendance » sous l'égide de la France et faire basculer Djibouti hors de l'orbite de notre chère patrie.

Comme si la violence même de l'intervention française n'était pas suffisante pour montrer la détermination de Paris à conserver le contrôle de Djibouti, le secrétaire d'État aux DOM-TOM, Olivier Stirn, a tenu à déclarer que le « processus d'indépendance » du TFAI ne sera entamé que « lorsque les garanties indispensables à l'établissement de l'indépendance du territoire seront acquises », une de ces garanties étant, bien entendu, « le maintien d'une présence française à Djibouti » (Le Figaro, 6-2-76).

Les critiques émises par l'opposition à l'égard de la politique gouvernementale n'ont évidemment

rien à voir avec la lutte contre l'impérialisme français : il ne s'agit de rien d'autre que de faire courtoisement remarquer aux « autorités responsables » qu'avec Ali Aref elles ont misé sur un mauvais cheval. C'est ainsi qu'après la manifestation du 11 février, au cours de laquelle la population a manifesté pour le retrait immédiat des troupes françaises dont les effectifs viennent encore d'être brutalement augmentés, pour la libération des détenus politiques et pour l'indépendance, et ce en dépit des fortes intimidations policières, Le Monde du 13 disait que « la manifestation de Djibouti a démontré la maturité de l'opposition », ce qui est une autre manière d'inviter le gouvernement à discuter aussi avec la LPAI (Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance).

C'est également ce que fait le PC qui se garde bien, on s'en doute, d'appeler la classe ouvrière à exercer une vigoureuse pression sur l'État afin de desserrer le nœud criminel qui étrangle la courageuse population de ce petit pays, et qui joue aux intermédiaires pour vanter les qualités d'une opposition dont il se porte garant étant donné la volonté de celle-ci d'entretenir de bons rapports avec une « France démocratique » : « La LPAI, de par son audience dans l'ensemble de la population a parfaitement maîtrisé la manifestation », lit-on dans L'Humanité du 12-2, surtout qu'« on pouvait craindre que des éléments impatientes de la Ligue Populaire et même des membres du Front de Libération de la Côte des Somalis prennent l'initiative de passer à l'action directe ».

A la différence de ces larbins qui prient leur maître de vouloir bien négocier avec l'opposition à Ali Aref afin « d'éviter une explosion », les révolutionnaires comprennent l'impatience manifestée par les couches les plus radicalisées de la population et ils la saluent.

Ils savent aussi que seule la lutte directe et les explosions ou les menaces d'explosion peuvent contraindre l'impérialisme à des concessions sérieuses. Ils doivent combattre la propagande chauvine et briser le mur d'indifférence que l'opportunisme a dressé entre leur lutte et celle des masses exploitées des colonies et des semi-colonies. Ils doivent aider le prolétariat de la métropole à s'intéresser à ce qui se passe dans les D.O.M.-T.O.M. en général et à Djibouti en particulier et à voir que les brillantes méthodes utilisées contre les révoltés d'aujourd'hui, la bourgeoisie française n'hésitera pas non plus à les utiliser contre lui, à l'heure de sa révolte — comme elle n'a pas hésité à le faire hier.

Ils doivent se battre au cœur même de la métropole impérialiste contre « leur » État pour la liberté de séparation inconditionnelle des colonies. Il appartient aux vrais révolutionnaires de développer une agitation en faveur du retrait immédiat des troupes françaises de Djibouti (comme d'ailleurs), en démasquant l'infâme mensonge selon lequel elles y seraient pour « garantir son indépendance réelle » par rapport aux voisins somaliens et éthiopiens qui la convolent. Ils doivent éduquer le prolétariat français, par une propagande internationaliste systématique, dans l'esprit de la lutte sans concessions contre toute oppression exercée par « son » État sur d'autres peuples et qui ne fait que renforcer les chaînes de sa propre oppression, une lutte qui ne peut être conditionnée par le fait de savoir si le pays opprimé deviendra réellement indépendant ou sera intégré à un des États voisins.

Une telle lutte, inséparable du combat contre l'opportunisme social-impérialiste, est une exigence élémentaire de la lutte prolétarienne et une condition de l'émancipation ouvrière.

Terreur blanche en Iran

A la suite de la publication le 31 décembre 1975 par le tribunal militaire de Téhéran du verdict condamnant à mort dix opposants, des étudiants iraniens à l'étranger de la CISNU ont entrepris dans plusieurs villes européennes une grève de la faim et une campagne de « sensibilisation » de l'opinion publique. La gauche et l'extrême-gauche française y ont participé, en se cantonnant évidemment sur un terrain purement démocratico-humanitaire.

Le mouvement a été suspendu le 10 janvier après l'obtention de « garanties » juridiques, grâce semble-t-il à l'intervention du très démocratique (comme chacun sait) gouvernement de la RFA.

Le 24 janvier neuf révolutionnaires étaient exécutés et deux autres le 2 février, après une parodie de procès.

**

A la suite de la grave crise sociale et politique de 1960-1961, sur l'adjonction de l'administration Kennedy et avec l'aide de capitaux et de conseillers américains, le Shah a engagé l'Iran dans la voie d'une transformation économique bourgeoise par en haut, pour reprendre la belle expression de Lénine. Il s'est assuré dans cette tâche la collaboration d'hommes politiques et de fonctionnaires « progressistes ». Il s'agissait dans l'intérêt de toutes les classes possédantes et dirigeantes de renforcer le pouvoir d'État à la fois contre des forces féodales centrifuges et trop indisciplinées et surtout contre la paysannerie révoltée et le jeune prolétariat, pour poser les bases d'une accumulation locale de capital grâce à des aménagements de la société existante (« réforme agraire », etc.).

Se réalisant à travers les vestiges de structures économiques et sociales rétrogrades et sous l'impulsion d'un État autocratique et contre-révolutionnaire, ce type de transformation impose aux masses paysannes et aux prolétaires des conditions de vie et de lutte de plus en plus oppressantes et difficiles.

La SAVAC, toute puissante police politique, mène la répression par les méthodes les plus brutales et la Justice est bien entendu un instrument docile parmi d'autres du régime réactionnaire. Les exécutions sommaires se comptent par centaines et les emprisonnés par dizaines de milliers.

A l'autre pôle, et à côté des anciens propriétaires fonciers toujours florissants (ceux qui ne se sont pas reconvertis dans l'industrie grâce aux substantielles indemnités de rachat de leurs terres) une nouvelle bourgeoisie accumule des richesses énormes.

Ce type de développement capitaliste, rendu possible par les rentes pétrolières et les capitaux étrangers, repose pourtant sur d'exploitatives contradictions sociales et sur un marché intérieur limité. C'est pourquoi, comme dans bien des pays qui se lancent dans l'industrialisation, il a besoin d'un État bien armé, centralisé sur le plan administratif et politique (le système du parti unique existe officiellement depuis mars 75), diffusant de surcroît une idéologie nationaliste et socialisante (intérêt des ouvriers, coopératives...). C'est ainsi qu'avec l'appui bienveillant de tous les impérialismes l'Iran a conquis dans le système économique mondial et dans le nouveau dispositif militaire au service de la « coexistence pacifique » une position stratégique, à la fois comme nouveau centre d'accumulation du Capital au Moyen-Orient et comme gendarme local dans la région du Golfe Persique et de la Péninsule Arabique, gigantesque réservoir d'énergie, comme le montre l'intervention militaire massive au Dhofar.

Le Shah se donne également les moyens diplomatiques d'une telle politique : l'Iran entretient des relations exemplaires aussi bien avec Washington qu'avec Moscou (depuis 62), avec Israël qu'avec les

pays arabes — y compris l'Irak depuis la « liquidation » du problème kurde —, avec le « second monde » comme avec le « tiers-monde » pour reprendre la terminologie des Chinois qui, depuis 71, glorifient la politique d'« indépendance » et d'armement du Shah et ne soutiennent plus réellement la lutte au Dhofar.

Voilà qui montre à l'évidence que le Shah n'est pas simplement un agent de tel ou tel impérialisme étranger, mais qu'il représente aussi les intérêts du Capital et de la bourgeoisie nationale, et que l'Iran aspire lui-même à participer pour son compte au festin impérialiste ; il exporte d'ailleurs de plus en plus de produits manufacturés et de capitaux vers les pays sous-développés. Ce régime est certes lié aux impérialismes et repose encore sur la persistance de structures sociales précapitalistes, mais il mène aussi sa propre politique nationale et bourgeoise, deux aspects qui ne sont pas contradictoires mais complémentaires et doivent être pris en considération dans l'évaluation de la situation politique en Iran.

Le mouvement d'opposition comprend encore des forces démocratiques révolutionnaires, aspirant à l'abolition violente de toutes les structures sociales héritées du féodalisme. Elles doivent être nettement distinguées du mouvement simplement « progressiste » et libéral, pour lequel il s'agit seulement de donner à l'État une forme plus démocratique, sans remettre en cause radicalement l'ordre social existant : il s'agit principalement de la bourgeoisie dans le style de celle qui trouva son expression dans les cadets russes et d'une partie du clergé. Par ailleurs le prolétariat, apparu depuis peu mais en force sur la scène sociale, se manifeste en dépit de conditions particulièrement difficiles par des grèves de plus en plus importantes et de puis-

santes manifestations, violemment réprimées. C'est un facteur de plus qui pousse la bourgeoisie à se réfugier sous le drapeau contre-révolutionnaire du Shah.

Voilà pourquoi l'unité des oppositions est incapable d'exprimer le mouvement réel et ne peut que noyer les forces véritablement révolutionnaires dans une insipide soupe populaire.

Il est vrai pourtant qu'une révolution radicale aurait un caractère démocratique et anti-impérialiste, non seulement parce qu'elle rejeterait les Américains et leur laquais le Shah à la mer, mais aussi parce qu'elle remettrait en cause à la fois tout l'ordre social existant en Iran et l'équilibre impérialiste dans la région.

Dans les métropoles impérialistes les forces dont les révolutionnaires iraniens peuvent attendre un soutien effectif et sans arrière-pensée ne peut venir que des révolutionnaires internationalistes et du prolétariat dans la mesure où il n'est pas contrôlé par l'opportunisme chauvin et social-impérialiste, à l'exclusion de ceux qui défendent la démocratie en général, c'est-à-dire la conservation de la société bourgeoise.

Dans la perspective d'une révolution « par en bas » en Iran, son caractère plus ou moins profond dépend de la capacité du prolétariat à se manifester de façon autonome et donc de l'existence d'un authentique parti communiste révolutionnaire, capable, en liaison avec la classe ouvrière internationale, de se mettre à la tête du prolétariat et de la révolution paysanne.

Mais dans la succession de périodes d'effervescence sociale et de contre-révolutions en Iran depuis 1905, date du « réveil de l'Asie », un tel parti ne s'est manifesté qu'une seule fois, après 1920. En 1921 le Ghilan se proclama même République Soviétique. La faiblesse numérique du prolétariat iranien était alors compensée par l'encadrement

de l'Internationale Communiste et par le caractère exceptionnel de la période.

Il est inutile de chercher des vestiges de cette époque glorieuse dans le parti Toudeh fondé en 42 par des courants hétérogènes. Interdit en 47, puis clandestin, ce parti subira toutes les vicissitudes et les scissions propres à l'époque stalinienne et post-stalinienne. L'entente cordiale du Shah avec l'URSS puis avec la Chine a écouré les plus fidèles adeptes de l'« idéologie toudeh ».

Le Front National de Mossadegh illustre bien, lui, l'incapacité totale des forces libérales qu'il représentait à mener une transformation révolutionnaire de la société ; en témoigne la réforme agraire qui se contentait de réglementer quelque peu les rapports entre les paysans et les féodaux. Son grand mérite, qui n'est plus nié par personne, a été de poser les fondements de la situation actuelle par la nationalisation du pétrole.

Dans ce tableau bien triste, il faut reconnaître à des groupes armés tels que les « combattants du peuple » et les « guérilleros du peuple » un réel engagement démocratique révolutionnaire, même s'ils ne se placent pas réellement sur le terrain du programme communiste.

**

L'absence du parti marxiste révolutionnaire, solidement lié à la classe ouvrière, est aussi dramatique en Iran qu'ailleurs. Elle laisse la classe ouvrière iranienne, frappée par la répression, sans véritables perspectives de lutte autonome et prive par là-même la révolution anti-féodale et anti-impérialiste en Iran de la seule force qui puisse la mener de façon conséquente et jusqu'au bout. En attendant que se soulève la terrible chape de la contre-révolution responsable de cette situation, il importe que se forge dès aujourd'hui, sur des bases de classe et sans tomber dans aucune illusion légaliste ou pacifiste, une véritable solidarité agissante, prolétarienne et internationaliste, qui exige ici la lutte contre l'impérialisme et ses laquais opportunistes.

Le sens de notre activité «extérieure» (2)

Comme on peut le lire dans un communiqué du Comité Exécutif et du Comité Syndical Central paru dans «Il Comunista» du 19 mars, il s'agissait pour les militants syndicaux et d'usine du Parti de développer une large activité pour que le Comité national de l'Alliance et les organismes affiliés à celle-ci fassent leurs :

a) un engagement solennel et effectif à se soutenir réciproquement dans une action commune de tous les syndicats locaux et de catégorie en défense de celui d'entre eux, quel qu'il soit, qui serait frappé par les manifestations de l'offensive patronale ; b) la défense des postulats que représentent le droit du prolétariat et de ses organisations à l'existence, et en premier lieu de la cause des chômeurs et du respect de tous les contrats de travail et du niveau des salaires [ainsi que, comme l'affirme le manifeste d'août 21, de la journée de 8 heures] ; c) l'emploi des moyens de l'action syndicale directe avec la préparation directe de la grève générale nationale de toutes les catégories de travailleurs.

Bref, il s'agissait de l'adoption et de l'emploi sans réserves des moyens et des méthodes non parlementaires, non légalitaires, non collaborationnistes, de la lutte de classe. Le Parti donnait également la directive de défendre ces points en toute circonstance utile, en insistant « sur le fait que leur acceptation n'implique pas l'adhésion aux thèses politiques particulières du Parti Communiste, mais correspond seulement aux exigences de l'action commune de tout le prolétariat, définies de telle sorte que ni les communistes, ni les socialistes, ni les anarchistes, ni les travailleurs en général, quelles que soient leurs convictions politiques, ne puissent les refuser en principe ».

Il n'existe aujourd'hui ni une Alliance du Travail, ni des syndicats de classe dont il faudrait sauver l'« autonomie » par rapport à l'Etat bourgeois et aux partis du patronat (les syndicats d'aujourd'hui y ont allègrement renoncé depuis longtemps) et dont on pourrait attendre que, sous la vigoureuse pression de leur base prolétarienne, ils aient recours aux « moyens de l'action syndicale directe » contre l'offensive patronale. Si nous rappelons comme une leçon valable pour aujourd'hui les dispositions prises à cette époque par le Parti, ce n'est pas pour qu'on applique mécaniquement à la situation actuelle des directives spécifiques liées à une conjoncture historique bien différente, mais pour deux raisons qui se rattachent aux principes permanents qui inspirent l'intervention des révolutionnaires dans les luttes revendicatives et dans les organisations nées sur cette base.

La première raison concerne la nature même de cette intervention, dont on trouve une formulation concise, mais efficace, dans la dernière phrase que nous citons ci-dessus. Cette intervention est inséparable tant des objectifs que le Parti poursuit, quelle que soit son importance numérique, en toute situation, que de l'ensemble cohérent des activités qui le caractérisent. Comme chacune de ces activités — qu'elle complète et parachève — elle contribue à la réalisation des objectifs du Parti. Mais elle a un champ d'action propre, elle applique des méthodes propres, car elle obéit à des exigences matérielles qui lui correspondent ; elle se réalise au moyen d'une forme d'organisation particulière — celle des groupes syndicaux et d'usine — à la fois plus étroite que la section territoriale du Parti, parce qu'elle ne comprend que des ouvriers d'usine ou des travailleurs syndiqués, et plus large car elle est ouverte à tous les prolétaires quels qu'ils soient, pourvu qu'ils soient décidés à se battre dans un cadre qui dépend du Parti pour ce qui est du programme revendicatif.

Cette intervention part d'une donnée objective : la résistance spontanée des prolétaires à l'offensive du capital contre leurs conditions de vie, de travail, d'organisation et de lutte. C'est parce que cette donnée objective est la base matériellement déterminée, et donc nécessaire, de toute action de classe, que tous les salariés sont (ou peuvent être) poussés à s'aligner sur

La première partie de cet article a paru dans le n° 212 du Proletaire.

En février-mars 1922, lorsqu'à l'initiative du Syndicat des Cheminots se constitua l'Alliance du Travail, le Parti Communiste d'Italie dirigé par la Gauche ne se contenta pas d'appuyer cette décision qui réalisait, bien qu'avec retard, un de ses postulats constants, c'est-à-dire, sinon l'unité qu'il souhaitait entre les grands syndicats de classe, du moins leur alignement sur un front unitaire de lutte contre l'offensive patronale : il donna à tous les organismes syndicaux qui suivaient les directives communistes la consigne de mener un travail énergique et opiniâtre pour mettre en avant dans toutes les réunions, assemblées syndicales et meetings les mots d'ordre contenus dans le Manifeste sur le Front Unique lancé par le Parti l'été précédent. C'était là le seul moyen de donner à l'Alliance du travail récemment constituée un sens et un contenu réels sur la base de la lutte indépendante de classe, qu'elle n'aurait jamais pu avoir par elle-même.

un même front de lutte, indépendamment de leur couleur politique et idéologique, ou des obstacles que la tradition, l'inertie ou l'« opportunité » opposent à cette orientation instinctive. L'intervention du Parti s'appuie sur cette donnée de fait non au moyen de la propagande du but final, du programme, des principes et de la tactique générale du Parti, mais au moyen d'une action qui tend à donner aux élans élémentaires de la classe exploitée le plus possible d'extension, d'unité et de centralisation, le plus haut degré possible de solidarité (entre organisations, entre catégories, entre prolétaires). Elle ne demande ni aux organisations auxquelles elle s'adresse, ni aux catégories qu'elle appelle à la lutte en leur indiquant des objectifs et des méthodes bien précis, d'embrasser ou même de comprendre le programme général du Parti, que celui-ci revendique et proclame pendant en toute occasion. Elle demande à tous de reconnaître dans les revendications et les méthodes de lutte qu'il avance, une exigence commune et également impérative pour tous, dans la mesure où y renoncer serait renoncer à une lutte de défense efficace. Elle n'attend pas de cet appel l'adhésion de nouveaux militants ; elle n'attend même pas qu'il ait nécessairement pour conséquence un dépassement du niveau immédiat (« trade-unioniste ») de la lutte économique et de l'action de résistance ouvrière. Elle est à ce point ouverte, qu'elle ne pose aucun préalable qui ne soit implicitement contenu dans les exigences de toute action authentiquement de classe, quel qu'en soit le développement.

Aux yeux des pseudo-révolutionnaires amateurs de rhétorique, cela peut sembler trop peu. D'aucuns parleront d'« économisme », ou trouveront contradictoire, voire... opportuniste, que les « doctrinaires » défenseurs du parti fermé et des principes invariants agissent sur le terrain des luttes immédiates de façon aussi ouverte, et selon des critères aussi peu « sectaires ». Mais ce qu'ils ne comprennent ni ne comprendront jamais, c'est que cette action non seulement ne dispense pas le Parti et ses militants de leur tâche de propagande et de prosélytisme, mais qu'elle est elle-même la condition d'une propagande et d'un prosélytisme plus larges et plus efficaces, parce que nourris de faits et d'expériences de lutte. Ils ne comprennent ni ne comprendront jamais que cette action est la condition de cette rencontre entre mouvement réel et parti, sans laquelle il ne sera jamais possible de dépasser aucun « niveau trade-unioniste » : or cette rencontre peut avoir lieu seulement si le mouvement réel lui-même atteint un niveau élevé d'extension dans l'espace, de continuité dans le temps, de compacité dans l'orientation pratique, d'unité dans l'organisation, seulement, donc, s'il se débarrasse des limites timorées et des entraves paralysantes de l'opportunisme.

Il est vrai en effet que des indications et des mots d'ordre comme ceux que nous rappelions plus haut (et qui, sous une autre forme, reviennent dans notre agitation dans des conjonctures historiques pourtant bien différentes) peuvent être repris par tous les travailleurs « quelles que soient leurs convictions politiques ». Mais d'autre part il est tout aussi vrai que de tels mots d'ordre ne pourront jamais être appliqués de façon conséquente, radicale — sans préjugés constitutionnels et légalitaires, sans souci des intérêts « supérieurs » de l'économie nationale et de l'ordre public, en s'inspirant uniquement des intérêts de la défense des conditions de vie et de travail des prolétaires, inconciliable avec la défense des institutions de la classe dominante et le respect des impératifs de son mode de production — par des forces politiques

qui se situent sur le terrain de la conciliation entre les classes, c'est-à-dire — et c'est là que la dialectique se renverse ! — des forces qui acceptent comme définitives les barrières de la lutte de résistance immédiate, et donc comme définitifs et éternels le mode de production, la société, la structure de classe et l'Etat existants, dans le cadre desquels cette lutte reste enfermée. C'est précisément parce que les révolutionnaires n'acceptent pas de laisser conditionner leur action, aucune de leurs actions, par ces frontières, et agissent en conséquence, qu'ils attendent à long terme de leur intervention sur la base de ces principes ouverts — intervention qui en soi n'a rien de « propagandiste », de « fermé », de « sectaire » — la plus puissante propagande indirecte en faveur de la fermeture et du sectarisme nécessaires du parti de classe dans son combat contre la classe dominante et ses serviteurs.

C'est là que se situe le point de rencontre entre les aspects différents mais convergents de l'activité militante : et c'est un point de rencontre qui n'a rien à voir avec un machiavélisme de boutique ou avec un double jeu, parce qu'il exprime le niveau le plus haut, la condition optimale de la préparation révolutionnaire, tant de l'avant-garde du prolétariat que des communistes qui sont appelés à la diriger. La révolution ne se fait pas avec les militants d'un parti donné, mais avec les prolétaires qu'un parti donné, l'unique parti de classe, aura su conquérir à sa direction en affrontant la dure épreuve des faits et des problèmes de tous les jours dans une optique qui, au-delà du présent, embrasse l'avenir de la classe et de sa guerre d'émancipation. La révolution se fait avec les prolétaires qui, sans s'être élevés à la vision générale du marxisme, ont appris à reconnaître dans le parti qui la représente et la défend leur direction sûre, inflexible et rigoureuse dans chaque bataille même petite, voire dans chaque escarmouche, avec l'ennemi.

La deuxième raison pour laquelle nous avons rappelé les directives de 1922, se rattache à la première et en est le complément.

Il existait à l'époque des syndicats qui méritaient l'appellation de « syndicats rouges » ; ceci non pas en vertu d'un décret providentiel ou d'une grâce miraculeuse de l'histoire, mais parce qu'ils étaient accessibles et même pouvaient être conquis à l'influence et à la direction communiste, et parce qu'ils étaient, souvent malgré eux, soumis à la pression d'un prolétariat résolu et habitué à se battre avec des moyens et des mots d'ordre de classe. Mais ces deux conditions primordiales pour la défense du caractère classiste des syndicats et de leur action imposaient au Parti, précisément, de s'appuyer non pas sur les directions des syndicats, mais sur leur base prolétarienne, sur les assemblées syndicales, les bourses du travail locales, les organisations d'usine, la masse immense des exploités : c'est de là en effet que jaillissent les impulsions à la lutte et c'est de la fusion et de la généralisation de ces impulsions fécondes que dépend la possibilité de faire échec au poids paralysant de l'opportunisme syndical et politique, pour mener une lutte à fond contre le capital. Il ne s'agissait pas de théoriser et moins encore de poursuivre le fantôme d'une « démocratie ouvrière » ; il s'agissait de valoriser les conditions périphériques objectives d'une réponse de classe vigoureuse et conséquente à l'offensive patronale, en les centralisant pour battre en brèche la bourgeoisie et l'opportunisme coalisés. Le front uni tel que nous l'entendions impliquait, certes, comme conséquence logique, « l'unité syndicale », la fusion des syndicats de classe en une organisation unique. Mais il ne s'arrêtait pas là ; son horizon, ses objectifs étaient

plus vastes, puisqu'il s'agissait de la mobilisation générale de tous les prolétaires, face au front uni de la classe dominante et de ses laquais réformistes, dans un front de combat symétrique, et si possible plus compact.

Il est certain qu'aujourd'hui les conditions d'une telle mobilisation générale font défaut, tant au niveau des organisations nationales de la classe, qu'au niveau de la « base ». Mais il existe les conditions pour une propagande et une agitation au sein de la classe ouvrière, organisée ou non, en faveur du principe de cette mobilisation, de sa nécessité objective, de l'exigence d'en préparer les prémisses. Ces conditions sont données par l'existence de la crise économique et sociale, par les problèmes que celle-ci pose chaque jour aux travailleurs, par l'expérience quotidienne de la vanité de toute prétention à échapper aux lois d'airain des antagonismes sociaux et de la lutte entre les classes. La chape de plomb que les grandes organisations syndicales tricolores font peser sur les luttes revendicatives, bien plus lourde que celle des organisations, même réformistes, du passé, rend encore plus nécessaire et plus impérative une action périphérique, capillaire, « par en bas », mais tendant par nature à la centralisation.

Cette action doit être menée tant parmi les exploités en général, et ceux particulièrement combattifs ou plus durement frappés par la crise en particulier, que dans les assemblées syndicales et d'usine, même si elles ne rassemblent que peu d'ouvriers. De même, elle doit être menée dans les organismes, même s'ils sont fragiles et souvent artificiels, qui naissent du besoin con-

fusément ressenti par les travailleurs de coordonner et de concentrer leurs forces en dehors du contrôle direct ou indirect de l'Etat et des partis de l'ordre établi. Quelle que soit leur origine, quels que soient ceux qui les dirigent, pourvu que ce ne soient pas les hommes de main du patron, nous avons à intervenir dans ces organismes qui sont susceptibles d'être orientés, fût-ce de façon locale et temporaire, sur une voie de classe, anti-opportunisme, antilégalitaire, ouverte à tous les prolétaires, fermée aux suggestions de la paix sociale et de l'harmonie entre travail et capital, et qui annonce les batailles de demain. Rien n'exclut d'ailleurs que, lorsque les conditions seront réunies pour qu'ils ne restent pas morts-nés, nous soyons nous-mêmes, seuls ou avec d'autres, à l'origine d'organismes de ce type.

C'est sur ce terrain que s'éprouve la force intrinsèque des principes et de l'organisation communistes ; c'est ici que se révèle la fonction contre-révolutionnaire des mille variantes syndicales et politiques de l'opportunisme ; c'est ici que se montre, à la dure épreuve des faits, l'inconsistance de groupes et de groupuscules qui se prétendent révolutionnaires et qui, jusqu'à un certain point, peuvent même s'aligner sur le même front de combat que nous, mais qui, au-delà, désertent devant la tâche difficile de pousser la lutte revendicative jusqu'à ses dernières conséquences et abandonnent les prolétaires, parce qu'ils sont organiquement incapables de couper tous les ponts avec le réformisme.

C'est trop peu ? Non : c'est la première « école de guerre » des militants révolutionnaires, une des arènes de leur formation politique, le terrain où s'établit un lien vivant entre le parti et une avant-garde — même très mince — du prolétariat, et où ils s'affrontent, non seulement en paroles mais dans les faits, avec les « lieutenants de la bourgeoisie » dans les rangs ouvriers.

C'est un minimum, mais sans ce minimum il serait illusoire de croire et de laisser croire qu'on puisse atteindre le maximum.

Ordre, morale, patrie !

(Suite de la page 1)

Eh bien, le Congrès a donné toutes les garanties ! Tandis qu'il agit la « liberté » parmi les travailleurs, il promet aux partis bourgeois que, connaissant ses droits et ses devoirs, respectant le « libre jeu » des partis et des classes dominantes et surtout le « jeu des institutions » dont la plus noble et la plus... indispensable est, on le sait, la hiérarchie militaire, il agira toujours avec le plus grand libéralisme. Et il l'a déjà prouvé... Tandis que le Congrès tendait la main à tout ce qui est en place et défend l'ordre établi, le PCF n'a-t-il pas levé le poing contre les tribulations et les « aventuristes » qui osaient faire la démonstration que les amours de la jeunesse travailleuse ont du mal à se porter sur les tenues galonnées ?

Au moment où la crise frappe, ne s'est-il pas montré le plus raisonnable du monde en brisant totalement les tentatives de grève chez Renault où, comprenez-vous, des points ont été perdus sur le marché et où, par conséquent, ce n'est pas le moment de gêner l'entreprise — et d'ailleurs, comme on sait, ce n'est jamais le moment ? Et le Congrès ne vient-il pas de rappeler opportunément que, « nœud de la crise, l'entreprise est aussi au centre de son dénouement », et qu'il est disposé à faire un effort pour s'y implanter pour le plus grand bien de la productivité, et pour celui de la chasse aux « gauchistes irresponsables » qui « pratiquent l'entrisme dans les syndicats » ?

N'a-t-il pas mis en garde depuis longtemps les ouvriers contre les « revendications exagérées qui mettraient en danger l'économie nationale » au point qu'il leur donne comme seule planche de salut de se vendre corps et âme à l'entreprise et à l'économie nationale ? Et d'ailleurs un des sommets du Congrès ne fut-il pas le moment où un ingénieur de l'aviation vint annoncer sous les applaudissements que l'Amérique avait cédé à la « revendication des travailleurs français » d'autoriser le vol de Concorde ? Et un autre sommet quand Marchais a lancé aux viticulteurs : « Si vous voulez sauver votre vignoble, votez français, votez communiste » ?

Un tel parti n'est-il pas d'un secours précieux quand il mène tambour battant campagne contre le concurrent et que son secrétaire général s'écrit, comme il vient de le faire à Nice : « Il faut le dire, il y a de nouveau, aujourd'hui, insolent et avide, un impérialisme allemand. Il étend son empire économique, dispose d'une puissance militaire, joue à la ruine de notre monnaie », sans dire évidemment un mot de notre chère et innocente patrie qui a 60.000 hommes en Allemagne et qui, en ce moment précis, massacre à Djibouti !

On imagine ce que vaudront même les insignifiantes promesses sociales du programme commun lorsqu'il faudra, bras dessus bras dessous avec les gaullistes, prendre le drapeau de l'Union nationale et patriotique !

Enfin, ce qui restera comme un des plus beaux fleurons du Congrès, c'est le signal de la croisade contre l'immoralité ! En fait, on prêche à la classe ouvrière chasteté et renoncement mais on laisse au capital le droit d'abuser, non seulement de la classe ouvrière autochtone par « contrat de mariage national », mais aussi de celle des autres pays sous prétexte d'étendre le rayonnement de la France ! Eternelle hypocrisie du mariage bourgeois qui est un mariage forcé et cache mal la prostitution.

Contre ce mariage, la classe ouvrière devra tôt ou tard se rebeller, elle dont les besoins profonds sont pour l'union libre des prolétaires de tous les pays !

Sur l'organisation du Parti Communiste (2)

(Le début de cette série a paru dans le n° 213 du Proletaire.)

La liaison du travail légal avec le travail illégal

Des variations fonctionnelles peuvent se produire selon les différentes phases de la révolution dans la vie courante d'un Parti communiste. Mais, au fond il n'y a pas de différence essentielle dans la structure que doivent s'efforcer d'obtenir un parti légal et un parti illégal.

Le Parti doit être organisé de telle sorte qu'il puisse s'adapter promptement aux modifications des conditions de la lutte.

Le Parti Communiste doit devenir une organisation de combat capable d'une part d'éviter, en champ ouvert, un ennemi en forces supérieures concentrées sur un point et d'autre part d'utiliser les difficultés de cet ennemi pour l'attaquer là où il s'y attend le moins. Ce serait la plus grande faute de se préparer exclusivement pour les soulèvements et les combats de rues ou pour les périodes de plus grande oppression. Les communistes doivent accomplir leur travail révolutionnaire préparatoire dans toutes les situations et être toujours prêts à la lutte, car il est souvent presque impossible de prévoir l'alternance des périodes d'éveil et d'accalmie; on ne pourrait profiter de cette prévision pour réorganiser le Parti parce que le changement est d'habitude trop rapide et arrive même souvent tout à fait par surprise.

Les Partis communistes légaux des pays capitalistes n'ont d'ordinaire, pas encore suffisamment compris comme leur tâche cette préparation en vue de soulèvements révolutionnaires, en vue de combats en armes et en général en vue de la lutte illégale. On construit trop souvent l'organisation du Parti en vue d'une action légale prolongée, et selon les exigences des tâches légales quotidiennes.

Dans les Partis illégaux, par contre, souvent on ne comprend pas assez qu'il faut utiliser les possibilités d'action légale et construire le Parti de telle sorte qu'il soit en liaison vivante avec les masses révolutionnaires. Les efforts du Parti ont tendance à devenir comme un travail de Sisyphe ou une conspiration impuissante.

Ces deux fautes, aussi bien celle du Parti illégal que celle du Parti légal, sont graves. Tout Parti Communiste légal doit savoir se préparer, de la manière la plus énergique, à la nécessité d'une existence clandestine et être particulièrement armé en vue de soulèvements révolutionnaires. Et d'autre part, chaque Parti communiste illégal doit pouvoir utiliser toutes les possibilités du mouvement ouvrier légal pour devenir, par un travail politique intensif, l'organisateur et le véritable guide des grandes masses révolutionnaires. La direction du travail légal et du travail illégal doit être constamment unie entre les mains de la même direction centrale du Parti.

Dans les partis légaux, comme dans les partis illégaux, le travail illégal est souvent conçu comme la fondation et l'entretien d'une organisation fermée, exclusivement militaire et isolée du reste de la politique et de l'organisation du Parti. Cette conception est parfaitement erronée. Dans la période prérévolutionnaire, la formation de notre organisation de combat doit au contraire être principalement le résultat de l'ensemble de l'action communiste du Parti. Le Parti dans son ensemble doit devenir une organisation de combat pour la révolution.

Dans le numéro précédent, nous avons publié des extraits des Thèses du III^e Congrès de l'Internationale Communiste (1921) sur La structure, les méthodes et l'action des partis communistes, qui touchaient des questions permanentes de principe et de méthode dans le domaine de l'organisation communiste, tant contre les déviations centristes que contre les réactions anarchisantes à ces dernières. Dans la même ligne, celle de la préparation systématique de la révolution, la dernière partie réaffirme, contre les illusions légales et démocratiques aussi bien que contre la vision « policière » et putschiste de l'histoire, le besoin permanent de lier harmonieusement les structures clandestine et non clandestine de l'organisation.

L'alternance et l'intégration des différentes méthodes de gouvernement de la bourgeoisie, les changements brusques (et dans une certaine mesure imprévisibles) dans le déroulement de la lutte des classes, exigent que le parti possède à l'avance un éventail tactique, à la fois ferme et « fermé » dans les limites tracées par les principes et l'expérience historique, et suffisamment souple à l'intérieur de ces limites pour affronter tous les changements de la situation. Ceci implique qu'existe pour le mettre en œuvre une organisation ferme et fermée par les frontières de l'acceptation inconditionnelle de ses positions et par leur défense militante, mais en même temps suffisamment souple à l'intérieur de ces dernières. Plus généralement, une organisation qui puisse, comme l'écrivait Lénine vingt ans avant le III^e Congrès dans Par où commencer ?, « en toutes circonstances, quels que soient les « tournants » et les surprises, poursuivre sans défaillance sa besogne propre », en assurant la continuité du travail révolutionnaire et la stabilité du parti.

Même dans les situations de tolérance démocratique et libérale, l'œuvre du parti révolutionnaire doit nécessairement revêtir dans certains domaines un caractère de clandestinité ou de semi-clandestinité (il suffit de penser au travail dans l'armée ou dans les colonies, ou au réseau interne de liaisons du parti). Et vice versa, dans les situations de réaction ouverte il est nécessaire (comme le montre l'action du Parti bolchevique ou du PC d'Italie des premières années) d'exploiter les moindres possibilités d'intervention, en liaison avec les diverses manifestations de la vie de la classe, pour renforcer les liens du parti avec le prolétariat et son influence sur lui.

Il serait absurde de confondre les périodes historiques, celle d'alors et celle d'aujourd'hui, et d'appliquer mécaniquement au Parti naissant d'aujourd'hui, encore au tout début de sa liaison avec des avant-gardes ouvrières, les directives données aux Partis Communistes en 1921. Il est cependant vital qu'il ait déjà devant les yeux des exigences qui ne pourront être complètement remplies demain que si on fait déjà les pas possibles et nécessaires dans ce sens. Dans une période où les plus vieilles démocraties allient aux méthodes de répression anti-prolétariennes héritées du fascisme la préparation contre-révolutionnaire systématique de la « démocratie blindée », le Parti doit se préparer à l'avance pour faire face à la maturation des antagonismes et à ses reflets politiques, non pas pour être paralysé par cette préparation, mais au contraire pour ne pas l'être et pour pouvoir assurer l'ensemble de ses tâches avec le maximum de cohésion et de fermeté.

énergie, de sa ponctualité; on saura ainsi qu'il n'est pas possible de charger d'un travail illégal correspondant le plus à ses capacités.

Un Parti illégal doit se préparer de mieux en mieux contre toute surprise (par exemple, en mettant en sûreté les adresses d'intermédiaires, en détruisant en règle générale les lettres, en conservant soigneusement à l'abri les documents nécessaires, en instruisant conspirativement les agents de liaison, etc.).

Notre travail politique général doit être réparti de façon à ce que déjà avant le soulèvement révolutionnaire ouvert se développent et s'affermissent les racines d'une organisation de combat correspondant aux exigences de cette phrase. Il est particulièrement important que dans son action la direction du Parti communiste ait constamment en vue ces exigences, qu'elle essaie dans la mesure du possible de se les représenter à l'avance. Elle ne peut certes pas s'en faire une idée exacte et claire, mais ce n'est pas une raison pour négliger le point de vue essentiel de la direction de l'organisation communiste.

Car si un changement fonctionnel survient dans le Parti Communiste au moment du soulèvement révolutionnaire déclaré, le Parti le mieux organisé peut se trouver placé en face de problèmes extrêmement difficiles et compliqués. Il peut arriver qu'on soit obligé dans un intervalle de quelques jours de mobiliser le Parti pour une lutte armée; de mobiliser non seulement le Parti, mais aussi ses réserves, d'organiser les sympathisants et tout l'arrière-ban, c'est-à-dire les masses révolutionnaires non organisées. Il ne saurait être question à un tel moment de former une armée rouge régulière. Nous devons vaincre sans armée construite à l'avance, seulement avec les masses placées sous la direction du Parti. Si donc notre Parti n'est pas préparé à l'avance par son organisation en vue de ce cas, la lutte la plus héroïque ne servira à rien.

Dans des situations révolutionnaires on a remarqué à plusieurs reprises que les directions centrales révolutionnaires ne se sont pas montrées à la hauteur de leur tâche. Dans l'organisation au degré inférieur, le prolétariat a pu mon-

trer des qualités magnifiques pendant la révolution; mais dans son Etat-Major le désordre, le chaos et l'impuissance règnent le plus souvent. Il y manque parfois même la plus élémentaire division du travail, le service d'information est le plus souvent si mauvais qu'il présente plus d'inconvénients que d'utilité; le service de liaison ne mérite aucune confiance. Lorsqu'on a besoin de poste secrète, de transport, d'abris, d'imprimerie clandestine, on ne les obtient ordinairement que par suite d'un hasard heureux. Toute provocation de la part de l'ennemi organisé a chance de réussir.

Et il n'en saurait être autrement, si le Parti révolutionnaire qui a la direction ne s'est pas organisé à l'avance. Ainsi par exemple, la surveillance et la découverte de la police politique exigent une expérience spéciale; un appareil pour la liaison secrète ne peut fonctionner avec promptitude et sûreté que s'il a un long entraînement. Dans tous ces domaines de l'activité révolutionnaire spéciale, tout Parti communiste légal doit faire des préparations secrètes, si minimes soient-elles.

En grande partie, dans ce domaine aussi, l'appareil nécessaire peut être développé par une action tout à fait légale, si l'on veille pendant le fonctionnement de cet appareil à ce qu'on puisse immédiatement le transformer en appareil illégal. Ainsi par exemple, l'organisation chargée de la distribution, exactement réglée, des tracts légaux, des publications et des lettres peut être transformée en appareil secret de liaison (service de courriers, postes secrètes, logements secrets, transports conspiratifs, etc.).

L'organisateur communiste doit voir à l'avance tout membre du Parti et tout militant révolutionnaire dans son rôle historique futur de soldat de notre organisation de combat, pendant l'époque de la révolution. Ainsi il peut l'appliquer à l'avance, dans le noyau dont il fait partie, au travail correspondant le mieux à son poste et à son service futurs. Son action actuelle doit toutefois constituer un service utile en soi et nécessaire à la lutte présente, et non pas seulement un exercice, que l'ouvrier pratique ne comprendrait pas immédiatement; mais cette activité est en partie aussi un exercice en vue des exigences les plus essentielles de la lutte finale de demain.

Car si un changement fonctionnel survient dans le Parti Communiste au moment du soulèvement révolutionnaire déclaré, le Parti le mieux organisé peut se trouver placé en face de problèmes extrêmement difficiles et compliqués. Il peut arriver qu'on soit obligé dans un intervalle de quelques jours de mobiliser le Parti pour une lutte armée; de mobiliser non seulement le Parti, mais aussi ses réserves, d'organiser les sympathisants et tout l'arrière-ban, c'est-à-dire les masses révolutionnaires non organisées. Il ne saurait être question à un tel moment de former une armée rouge régulière. Nous devons vaincre sans armée construite à l'avance, seulement avec les masses placées sous la direction du Parti. Si donc notre Parti n'est pas préparé à l'avance par son organisation en vue de ce cas, la lutte la plus héroïque ne servira à rien.

Dans des situations révolutionnaires on a remarqué à plusieurs reprises que les directions centrales révolutionnaires ne se sont pas montrées à la hauteur de leur tâche. Dans l'organisation au degré inférieur, le prolétariat a pu mon-

trer des qualités magnifiques pendant la révolution; mais dans son Etat-Major le désordre, le chaos et l'impuissance règnent le plus souvent. Il y manque parfois même la plus élémentaire division du travail, le service d'information est le plus souvent si mauvais qu'il présente plus d'inconvénients que d'utilité; le service de liaison ne mérite aucune confiance. Lorsqu'on a besoin de poste secrète, de transport, d'abris, d'imprimerie clandestine, on ne les obtient ordinairement que par suite d'un hasard heureux. Toute provocation de la part de l'ennemi organisé a chance de réussir.

Et il n'en saurait être autrement, si le Parti révolutionnaire qui a la direction ne s'est pas organisé à l'avance. Ainsi par exemple, la surveillance et la découverte de la police politique exigent une expérience spéciale; un appareil pour la liaison secrète ne peut fonctionner avec promptitude et sûreté que s'il a un long entraînement. Dans tous ces domaines de l'activité révolutionnaire spéciale, tout Parti communiste légal doit faire des préparations secrètes, si minimes soient-elles.

En grande partie, dans ce domaine aussi, l'appareil nécessaire peut être développé par une action tout à fait légale, si l'on veille pendant le fonctionnement de cet appareil à ce qu'on puisse immédiatement le transformer en appareil illégal. Ainsi par exemple, l'organisation chargée de la distribution, exactement réglée, des tracts légaux, des publications et des lettres peut être transformée en appareil secret de liaison (service de courriers, postes secrètes, logements secrets, transports conspiratifs, etc.).

L'organisateur communiste doit voir à l'avance tout membre du Parti et tout militant révolutionnaire dans son rôle historique futur de soldat de notre organisation de combat, pendant l'époque de la révolution. Ainsi il peut l'appliquer à l'avance, dans le noyau dont il fait partie, au travail correspondant le mieux à son poste et à son service futurs. Son action actuelle doit toutefois constituer un service utile en soi et nécessaire à la lutte présente, et non pas seulement un exercice, que l'ouvrier pratique ne comprendrait pas immédiatement; mais cette activité est en partie aussi un exercice en vue des exigences les plus essentielles de la lutte finale de demain.

Car si un changement fonctionnel survient dans le Parti Communiste au moment du soulèvement révolutionnaire déclaré, le Parti le mieux organisé peut se trouver placé en face de problèmes extrêmement difficiles et compliqués. Il peut arriver qu'on soit obligé dans un intervalle de quelques jours de mobiliser le Parti pour une lutte armée; de mobiliser non seulement le Parti, mais aussi ses réserves, d'organiser les sympathisants et tout l'arrière-ban, c'est-à-dire les masses révolutionnaires non organisées. Il ne saurait être question à un tel moment de former une armée rouge régulière. Nous devons vaincre sans armée construite à l'avance, seulement avec les masses placées sous la direction du Parti. Si donc notre Parti n'est pas préparé à l'avance par son organisation en vue de ce cas, la lutte la plus héroïque ne servira à rien.

Dans des situations révolutionnaires on a remarqué à plusieurs reprises que les directions centrales révolutionnaires ne se sont pas montrées à la hauteur de leur tâche. Dans l'organisation au degré inférieur, le prolétariat a pu montrer des qualités magnifiques pendant la révolution; mais dans son Etat-Major le désordre, le chaos et l'impuissance règnent le plus souvent. Il y manque parfois même la plus élémentaire division du travail, le service d'information est le plus souvent si mauvais qu'il présente plus d'inconvénients que d'utilité; le service de liaison ne mérite aucune confiance. Lorsqu'on a besoin de poste secrète, de transport, d'abris, d'imprimerie clandestine, on ne les obtient ordinairement que par suite d'un hasard heureux. Toute provocation de la part de l'ennemi organisé a chance de réussir.

Et il n'en saurait être autrement, si le Parti révolutionnaire qui a la direction ne s'est pas organisé à l'avance. Ainsi par exemple, la surveillance et la découverte de la police politique exigent une expérience spéciale; un appareil pour la liaison secrète ne peut fonctionner avec promptitude et sûreté que s'il a un long entraînement. Dans tous ces domaines de l'activité révolutionnaire spéciale, tout Parti communiste légal doit faire des préparations secrètes, si minimes soient-elles.

En grande partie, dans ce domaine aussi, l'appareil nécessaire peut être développé par une action tout à fait légale, si l'on veille pendant le fonctionnement de cet appareil à ce qu'on puisse immédiatement le transformer en appareil illégal. Ainsi par exemple, l'organisation chargée de la distribution, exactement réglée, des tracts légaux, des publications et des lettres peut être transformée en appareil secret de liaison (service de courriers, postes secrètes, logements secrets, transports conspiratifs, etc.).

L'organisateur communiste doit voir à l'avance tout membre du Parti et tout militant révolutionnaire dans son rôle historique futur de soldat de notre organisation de combat, pendant l'époque de la révolution. Ainsi il peut l'appliquer à l'avance, dans le noyau dont il fait partie, au travail correspondant le mieux à son poste et à son service futurs. Son action actuelle doit toutefois constituer un service utile en soi et nécessaire à la lutte présente, et non pas seulement un exercice, que l'ouvrier pratique ne comprendrait pas immédiatement; mais cette activité est en partie aussi un exercice en vue des exigences les plus essentielles de la lutte finale de demain.

Car si un changement fonctionnel survient dans le Parti Communiste au moment du soulèvement révolutionnaire déclaré, le Parti le mieux organisé peut se trouver placé en face de problèmes extrêmement difficiles et compliqués. Il peut arriver qu'on soit obligé dans un intervalle de quelques jours de mobiliser le Parti pour une lutte armée; de mobiliser non seulement le Parti, mais aussi ses réserves, d'organiser les sympathisants et tout l'arrière-ban, c'est-à-dire les masses révolutionnaires non organisées. Il ne saurait être question à un tel moment de former une armée rouge régulière. Nous devons vaincre sans armée construite à l'avance, seulement avec les masses placées sous la direction du Parti. Si donc notre Parti n'est pas préparé à l'avance par son organisation en vue de ce cas, la lutte la plus héroïque ne servira à rien.

Dans des situations révolutionnaires on a remarqué à plusieurs reprises que les directions centrales révolutionnaires ne se sont pas montrées à la hauteur de leur tâche. Dans l'organisation au degré inférieur, le prolétariat a pu mon-

trer des qualités magnifiques pendant la révolution; mais dans son Etat-Major le désordre, le chaos et l'impuissance règnent le plus souvent. Il y manque parfois même la plus élémentaire division du travail, le service d'information est le plus souvent si mauvais qu'il présente plus d'inconvénients que d'utilité; le service de liaison ne mérite aucune confiance. Lorsqu'on a besoin de poste secrète, de transport, d'abris, d'imprimerie clandestine, on ne les obtient ordinairement que par suite d'un hasard heureux. Toute provocation de la part de l'ennemi organisé a chance de réussir.

Et il n'en saurait être autrement, si le Parti révolutionnaire qui a la direction ne s'est pas organisé à l'avance. Ainsi par exemple, la surveillance et la découverte de la police politique exigent une expérience spéciale; un appareil pour la liaison secrète ne peut fonctionner avec promptitude et sûreté que s'il a un long entraînement. Dans tous ces domaines de l'activité révolutionnaire spéciale, tout Parti communiste légal doit faire des préparations secrètes, si minimes soient-elles.

En grande partie, dans ce domaine aussi, l'appareil nécessaire peut être développé par une action tout à fait légale, si l'on veille pendant le fonctionnement de cet appareil à ce qu'on puisse immédiatement le transformer en appareil illégal. Ainsi par exemple, l'organisation chargée de la distribution, exactement réglée, des tracts légaux, des publications et des lettres peut être transformée en appareil secret de liaison (service de courriers, postes secrètes, logements secrets, transports conspiratifs, etc.).

L'organisateur communiste doit voir à l'avance tout membre du Parti et tout militant révolutionnaire dans son rôle historique futur de soldat de notre organisation de combat, pendant l'époque de la révolution. Ainsi il peut l'appliquer à l'avance, dans le noyau dont il fait partie, au travail correspondant le mieux à son poste et à son service futurs. Son action actuelle doit toutefois constituer un service utile en soi et nécessaire à la lutte présente, et non pas seulement un exercice, que l'ouvrier pratique ne comprendrait pas immédiatement; mais cette activité est en partie aussi un exercice en vue des exigences les plus essentielles de la lutte finale de demain.

L'exigence de la dictature du prolétariat

« On a omis dans le projet de mentionner la dictature du prolétariat, qui y figurait primitivement. Si c'est par hasard, par inadvertance, il n'en est pas moins certain que l'idée de « dictature » est incompatible avec l'affirmation d'un appui extérieur accordé au prolétariat.

Pour Lénine...

Si nous pouvions affirmer avec certitude que la petite-bourgeoisie soutiendra le prolétariat lorsque ce dernier accomplira sa révolution, la révolution prolétarienne, il n'y aurait pas à parler de « dictature », car alors nous serions assurés d'une majorité si écrasante que nous nous passerions fort bien de dictature (comme cherchent à nous en persuader les « critiques »). La nécessité de la dictature du prolétariat est liée de la façon la plus étroite et la plus indissoluble à la thèse du Manifeste Communiste selon laquelle le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire.

(Remarques sur le second projet de programme de Plékhanov, Lénine, Œuvres complètes, t. 6, p. 46.)

*

« Dans la situation concrète créée dans le monde entier et principalement dans les pays capitalistes les plus avancés, les plus puissants, les plus civilisés et les plus libres par le militarisme, par l'impérialisme, par l'oppression des colonies et des pays faibles, par la boucherie impérialiste mondiale, par la « paix » de Versailles, toute concession à l'idée d'une paisible soumission des capitalistes à la volonté de la majorité des exploités, et d'une évolution pacifique réformatrice vers le socialisme, n'est pas seulement le signe d'une extrême stupidité petite-bourgeoise, mais aussi une véritable tromperie envers les ouvriers, l'idéalisation de l'esclavage salarié capitaliste, la dissimulation de la vérité. Cette vérité est que la bourgeoisie, même la plus éclairée et la plus démocratique, ne s'arrête plus devant aucun mensonge, ni devant aucun crime, devant le massacre de millions d'ouvriers et de paysans pour sauver la propriété privée des moyens de production. Seuls le renversement par la violence de la bourgeoisie,

la confiscation de sa propriété, la destruction, de fond en comble, de tout l'appareil d'Etat bourgeois, parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc., allant jusqu'au bannissement et à l'internement de tous les exploitateurs les plus dangereux et les plus obstinés, l'organisation d'une sévère surveillance à leur égard en vue de réprimer leurs inévitables tentatives de résistance et de restauration de l'esclavage capitaliste, seules ces mesures sont susceptibles d'assurer la soumission réelle de toute la classe des exploités.

... et pour l'Internationale communiste

« D'autre part, c'est également idéaliser le capitalisme et la démocratie bourgeoise, c'est également vouloir tromper les ouvriers que d'admettre, comme c'est le cas dans les vieux partis et chez les vieux leaders de la II^e Internationale, l'idée que la majorité des travailleurs et des exploités pourrait, dans les conditions de l'esclavage capitaliste, sous le joug de la bourgeoisie — qui revêt des formes infiniment variées et d'autant plus raffinées et en même temps cruelles et impitoyables que le pays capitaliste est plus civilisé —, que cette majorité pourrait acquiescer à une conscience socialiste absolument claire, des convictions et un caractère socialiste à toute épreuve. En réalité, ce n'est qu'après que l'avant-garde du prolétariat, soutenue par toute cette classe, la seule révolutionnaire, ou par sa majorité, aura renversé les exploités, aura brisé leur résistance, aura libéré les exploités de leur esclavage et amélioré leurs conditions d'existence aux dépens des capitalistes expropriés, ce n'est qu'après cela et au cours même d'une âpre lutte de classe qu'il sera possible de réaliser l'instruction, l'éducation et l'organisation de masses les plus larges des travailleurs et des exploités autour du prolétariat, sous son influence et sa direction, qu'il sera possible de vaincre leur égoïsme, leur division, leurs tares, leurs faiblesses nées du régime de la propriété privée, et d'en faire une libre association de travailleurs libres. »

(Thèses sur les tâches fondamentales du II^e Congrès de l'Internationale Communiste, Lénine, Œuvres complètes, t. 31, p. 188-189.)

PARTI ET CLASSE

Cette brochure contient les textes suivants :

- Thèses de l'Internationale Communiste sur le rôle du Parti dans la Révolution prolétarienne (1920)
- Parti et classe (1921)
- Parti et action de classe (1921)
- Le principe démocratique (1922)
- Dictature prolétarienne et parti de classe (1951) précédés d'une ample introduction.

112 pages - 8 F - Commandes au Proletaire.

Travailleurs immigrés

Après le comité Arfaoui Béchir

La lutte continue !

Le 14 janvier, après plus de deux mois de lutte (cf. *Le Proletaire* n° 207 et 210), Béchir Arfaoui recevait notification de l'abandon de la procédure d'expulsion engagée contre lui, en même temps qu'un « avertissement » : une manière pour la bourgeoisie de rappeler que si elle est parfois contrainte de céder devant la lutte, elle garde à tout moment la possibilité de frapper à nouveau. Pendant ce temps d'ailleurs le contrôle de l'immigration se resserre, les expulsions continuent à un rythme accéléré. D'une main, la bourgeoisie « accorde » un sursis individuel et provisoire, mais de l'autre elle frappe à coups redoublés des centaines de Béchir. Gare à qui oublierait que la guerre entre les classes ne connaît pas de trêve, que jamais la bourgeoisie ne nous reconnaîtra le « droit » de nous battre et que nous n'avons pour nous défendre qu'une seule solution : acquérir, à travers les escarmouches quotidiennes qui sont notre école de guerre, la force de le faire !

C'est pourquoi il est important après cette lutte — comme après toute lutte — de tirer un bilan lucide : c'est la première condition pour préparer celles plus vastes et plus dures de demain. Nous ne reviendrons pas ici sur les considérations de méthode que nous soulevions dans le n° 210, et auxquelles nous renvoyons le lecteur. Nous ne ferons que quelques brèves remarques sur le comportement des forces intervenues dans le conflit, qui nous intéresse dans la mesure où il reflète sur une petite échelle des constantes de la lutte entre les classes.

L'opportunisme syndical et politique a joué son rôle de toujours : démagogie et sabotage. Tandis que, dans le morne ronron parlementaire, le PC posait une « question écrite » sur le « cas » Arfaoui, la CGT refusait tout rapport avec un comité « irresponsable » et, à plus forte raison, tout appui. Sollicitée et même courtisée, la CFDT fit le geste — unique — d'envoyer un ou deux responsables départementaux à la délégation qui, le 5 décembre, accompagnait Béchir devant la commission d'expulsion ; mais elle refusa à plusieurs reprises et sous divers prétextes de s'associer au meeting du 6, et elle ne fit bien entendu pas paraître une seule ligne dans sa presse (alléguant que les travailleurs français, peu sensibilisés, « ne comprendraient pas »). Quoi d'étonnant ? Si l'opportunisme ne défend pas la classe ouvrière, pourquoi irait-il défendre un ouvrier ?

Mais si l'opportunisme a pu jouer son rôle de trahison habituel de manière aussi confortable — malgré nos efforts et la rancœur de certains ouvriers —, il peut en remercier les groupes centristes, en particulier *Révolution* !, qui ont pris la direction de la lutte et qui ont tout fait pour éviter à l'opportunisme de se sentir gêné : d'abord en organisant la campagne non pas sur des bases de classe (comme l'étaient au départ celles de la déclaration de Béchir que nous avons publiée), mais sur des orientations floues et des méthodes destinées à rassembler autour de la défense d'un individu le plus possible de « gens de bonne volonté », même appartenant au camp bourgeois ; ensuite en combattant ceux qui étaient rétifs à cette orientation interclassiste (ce qui, comme nous l'avons montré, les amena à partir d'un certain moment à boycotter le comité lui-même au profit d'un cartel d'organisations prétendant le soutenir) ; enfin en imposant silence aux critiques contre l'opportunisme tant pendant la lutte qu'au moment du bilan.

Il est vital que des noyaux de prolétaires qui s'éveillent au sens de la lutte et de la solidarité de classe et se battent avec générosité pour défendre l'un des leurs comprennent que, pour s'opposer efficacement aux attaques de la bourgeoisie, la classe ouvrière devra reprendre nécessairement ses armes de lutte propres, et combattre les partis social-chauvins (et les directions syndicales) qui sont les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers ; et que seuls ceux qui ont rompu complètement avec l'opportunisme peuvent se battre jusqu'au bout non seulement pour la révolution, mais sur le terrain de la simple lutte quotidienne de défense des conditions de vie et de lutte des travailleurs.

La chasse aux sans-papiers aux U.S.A.

Inquiète d'un taux de chômage qui vaut celui des capitalismes européens, la bourgeoisie américaine et son Etat cherchent à s'assurer un certain contrôle de l'immigration « sauvage », et à détourner vers « les étrangers » le mécontentement des ouvriers menacés. Si l'on renvoyait en une nuit tous les étrangers entrés clandestinement, insinue le directeur des Services de l'Immigration, on aurait au moins un million d'emplois supplémentaires à occuper... Pourtant, remarque le ministre de la Justice, ces clandestins « remplissent des emplois pour lesquels on ne trouverait pas de candidats sur le marché du travail américain ». (Interview à *US News* du 30-6-1975.) En effet...

D'une part, leur salaire moyen est estimé à 2 dollars 71 l'heure, contre 4 dollars 47 pour les ouvriers américains, et 25 % d'entre eux gagnent moins que le SMIG (*idem*, 26-1-76).

Et de l'autre, le fonctionnement même du capital exige une plus grande proportion de femmes, d'enfants, de jeunes gens que d'hommes faits, en criant à la disette de bras même quand des milliers d'ouvriers se trouvent à la rue.

Mais les syndicats de certaines branches se plaindraient d'une tendance à l'emploi de main-d'œuvre étrangère qualifiée et mieux payée : le magazine cité remarquait que les services de contrôle de l'immigration ne se dérangeaient guère jusque-là que pour des entreprises de plus de trente employés et où les salaires sont relativement élevés : paternelle sollicitude...

Mais comment faire ? Les frontières sont immenses et les effectifs insuffisants. Les contrôles à l'entrée ont pourtant bloqué, en 1975, 800.000 immigrants « illégaux », et il y a eu 737.000 expulsions, ce qui indique assez la tendance. Mais les expulsés reviennent par d'autres voies, ce qui ramènerait à 18.000 le chiffre des expulsions réelles. Il faudrait donc des flics de renfort, et des moyens de resserrer les mailles du filet.

Imposer la carte d'identité (qui n'est pas obligatoire aux USA) ou la carte de Sécurité sociale comme preuve de citoyenneté ? L'Attorney général souhaite ne pas en venir là...

Exiger la collaboration des employeurs ? Jusqu'à maintenant, employer des immigrés clandestins

n'était pas un délit pour l'employeur. Les petites entreprises en particulier organisent la fraude en faisant disparaître les irréguliers par l'issue de secours le temps de la visite des inspecteurs de l'immigration. Si les intérêts politiques d'ensemble de la bourgeoisie exigent un certain contrôle, l'intérêt individuel de chaque capitaliste est de lutter contre la baisse de son taux de profit. La proposition de loi Rodino envisage de sanctionner « les entreprises qui emploient sciemment des illégaux » : elle a été repoussée une première fois par le Sénat, mais elle sera repoussée.

Alors, pleins d'espoir, les partisans du contrôle se tournent vers les syndicats, ces syndicats qui sont, globalement, des gangs au service

de l'aristocratie ouvrière et des intérêts généraux de la bourgeoisie. Les syndicats du vêtement (branche qui compterait, toujours d'après la même source, de 50 à 60 % d'étrangers « illégaux ») soutiennent la loi Rodino, mais s'excusent de ne pas pouvoir assurer eux-mêmes la police des étrangers, qui — précise *US news* — se syndiquent très peu (on les comprend !). Leurs bureaucrates pratiquent la chasse gardée avec plus de franchise que celles de nos syndicats européens mais qu'elles soient les justifications, le soutien syndical au contrôle de l'immigration par l'Etat ne peut avoir pour contenu que le chauvinisme et la défense des intérêts de l'aristocratie ouvrière contre l'ensemble du prolétariat international.

Mensonges publicitaires ...et réalités

Dans une interview au Monde du 13 janvier dernier, le secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés affirmait que « la prime de retour » proposée aux émigrés sans travail est « un système reposant exclusivement sur le volontariat et qui n'a en aucune manière pour but de contraindre les immigrés à rejoindre leur pays d'origine », et il déclarait : « Je ne puis que conclure qu'il est tout à fait arbitraire d'affirmer qu'il y aurait dans le domaine de l'emploi des discriminations à l'encontre des étrangers. J'ajoute à cet égard que les chômeurs étrangers bénéficient de la même protection que les chômeurs français. L'égalité des droits et des aides financières est totale. »

Déclaration étonnante, déjà, si l'on pense à la priorité officielle qu'ont les demandeurs d'emploi français, aux discriminations officielles opérées au travers de l'ANPE, aux mille difficultés que peuvent avoir les immigrés pour obtenir de leurs employeurs toutes les attestations nécessaires pour que leurs droits ne restent pas sur le papier. Mais M. Dijoud ignore-t-il l'accord franco-algérien, en vigueur depuis 1969, qui permet le renvoi d'un immigré algérien en chômage depuis plus de 6 mois ? Et il y a mieux... Dix jours après cette déclaration, le Journal Officiel publiait un décret qui permet

de retirer sa carte de résident ordinaire à tout immigré qui « se trouve de son fait sans emploi ni ressources régulières depuis plus de six mois » : ce décret, précise le Monde du 24 janvier, ne viserait, d'après le ministère de l'Intérieur, que les « chômeurs volontaires », catégorie facile à étendre... Belle égalité des droits, dont le travailleur immigré peut bénéficier au risque de se voir jeté dehors !

Au même moment, les occupants du Foyer des Lilas, en grève pour obtenir des locaux habitables, étaient expulsés par la police et un meeting de soutien était interdit. M. Dijoud l'avait dit : « Dans le domaine du logement, les objectifs sont ambitieux. En ce qui concerne les célibataires, la rénovation des foyers, pour lesquels apparaît une certaine saturation des besoins, sera réalisée dans les trois ans qui viennent », etc.

Multiplier les moyens de pression contre les couches les plus vulnérables de la classe ouvrière, briser sa combativité par la peur et la répression : telle est la réalité que recouvrent les roulements de tambour publicitaires concernant l'immigration. La solidarité de classe des travailleurs français doit se manifester activement contre toute forme de discrimination.

Chômage, licenciements

L'espoir fait vivre...

Tandis que les économistes et politiciens bourgeois commencent à parler de reprise, de fin du tunnel, et sont tout prêts à enterrer le spectre de la crise... jusqu'à la prochaine fois, aucune amélioration de la situation n'est en vue en ce qui concerne le chômage.

La presse bourgeoise explique non sans embarras que des « contraintes démographiques et sociales » (l'afflux des jeunes arrivant en fin d'études, le « refus de rester au foyer » [!] des femmes) font que le nombre des chômeurs en France, en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, au Japon, continue de croître : cinglant démenti à tous ceux qui prétendent, à droite ou à gauche, que le chômage est une maladie passagère du capitalisme en crise et non une loi de son fonctionnement.

Les entreprises qui ont survécu à la crise en ont profité pour « dégraisser » leur appareil productif (traduisez : licencier à tour de bras) et accroître ainsi leur taux de plus-value, et elles se gardent bien de revenir sur une si profitable mesure.

Ainsi à Fos, le volume de la production n'a pas baissé malgré les vagues de licenciements sous prétexte de baisse des commandes : chômage pour les uns, surexploitation pour ceux qui restent, bénéfice pour le patron... L'INSEE prévoyait dans l'hypothèse la plus favorable plus de 700.000 chômeurs officiels pour 1980, et ceci sous réserve d'importantes créations d'emplois dans les services collectifs (voir *Le Proletaire* n° 212).

Or le gouvernement a annoncé entre autres « sévères économies » l'arrêt de tout recrutement dans les services publics dans l'année qui vient ! Les prolétaires que le capital rejette après les avoir pressurés et épuisés, les jeunes « arrivant sur le marché du travail » verront donc leur situation empirer. Ils auraient besoin pour résister de toute la solidarité active de la classe, d'une organisation de lutte qui leur permette d'arracher, sinon un « droit à l'emploi » illusoire sous le capitalisme, du moins une indemnisation tendant vers le salaire intégral aux chômeurs (avec un minimum permettant à ceux qui sont à la recherche d'un premier emploi de vivre).

La CFDT « soutient » du bout des lèvres un certain nombre de comités de chômeurs locaux (notamment dans la région parisienne) mais elle recule effarouchée et les désavoue dès qu'ils tentent, même de la façon la plus sporadique, de soutenir des revendications même minimales

par une action réelle (comme l'occupation des locaux de l'Agence pour l'Emploi à Paris-15°).

La CGT, qui annonce un rassemblement de jeunes sans emploi pour le 11 mars, n'a pas perdu son temps depuis le défilé des jeunes contre le chômage du 4 octobre dernier ! Elle a tout simplement... assagi ses revendications. Elle demandait alors (sur le papier et confidentiellement) la « garantie pour tous les jeunes chômeurs de ressources égales à leur salaire antérieur » et l'« allocation égale au SMIC pour tous les demandeurs d'un premier emploi » (*L'Humanité* du 8-9-75). Ces revendications irresponsables qui auraient pu monter à la tête des chômeurs ont disparu du bulletin qu'elle a diffusé en janvier et février pour lancer ses « comités de jeunes sans emploi », et qui se contente de réclamer que l'aide publique soit portée à... 21 Francs par jour ! (le bulletin en question s'intitule sans rire « La jeunesse veut vivre » — vivre avec 630 F par moi ?). Quant aux autres revendications, ce sont l'arrêt des saisies, expulsions et coupures, ce qui est indispensable mais ne donne pas un sou au chômeur et ne fait que reporter le problème de quelques mois si cela n'est pas lié à la lutte immédiate pour une indemnité substantielle. Mais une telle revendication, comme celle du retour aux 40 heures (les fameuses 40 h déjà conquises en 1936 !), n'est même plus présentée comme une revendication à obtenir aujourd'hui et par une pression sur l'Etat, mais comme un objectif lointain, en quelque sorte une promesse réalisable par un gouvernement de gauche, et — qui sait ? — une promesse qui sera tenue seulement si les conditions le permettent... L'espoir fait vivre !

Exploitation négrière à l'A.P.

Dans quatre hôpitaux de l'assistance publique (Broussais, Saint-Vincent-de-Paul, Pitié-Salpêtrière, Lariboisière), de jeunes chômeurs sont employés pour trois mois à 377 F par mois, sous prétexte de « stage de formation professionnelle ». Théoriquement, ils se préparent, tout en suivant des cours, à passer un examen d'aide-soignant ou d'infirmière, et on leur fait miroiter la possibilité de la titularisation (ce qui n'est qu'un mensonge car il leur faudrait pour cela « légalement » un an de stage, ce qui n'est pas leur cas). En réalité ils travaillent 40 h par semaine, quasiment gratis, au ménage et à la cuisine, sans fiche de paye, et avec pour perspective la plus probable le licenciement au bout de trois mois, après quoi ils seront remplacés par d'autres.

Il y a déjà deux mois que ça dure. Qu'ont fait les syndicats ? La CGT rien, à part un tract d'information. Quant à la CFDT-Broussais, qui s'apitoie avec le mépris insultant de l'aristocratie ouvrière fière de ses privilèges sur « la surexploitation du sous-prolétariat » (les chômeurs et les travailleurs hors statut, des sous-prolétaires !), elle demande l'embauche massive de personnel et l'« intégration [à quelle échéance ?] de ces chômeurs dans le cadre des agents hospitaliers avec une véritable formation professionnelle », ce qui n'exclut nullement une sélection féroce de ceux qui ne satisfieraient pas aux exigences de cette « véritable formation », et dans l'immédiat ne soulage pas leur situation. Moyens d'action ? Mystère, mais surtout pas l'appel à la grève, sous le prétexte éculé que les travailleurs ne seraient pas prêts à suivre (dame ! après que les syndicats aient dénoncé la grève de juin comme une provocation !).

La défense de ces jeunes soumis à des conditions négrières d'exploitation — comme plus généralement celle des travailleurs sans statut — exige d'appeler à la solidarité active des autres travailleurs, et en particulier de leurs camarades de l'Assistance Publique, pour leur embauche immédiate et sans conditions et leur rémunération selon le principe élémentaire « à travail égal, salaire égal ». Elle exige de lutter pour préparer et organiser la riposte unie des travailleurs sur le seul terrain efficace, celui de l'action directe, de la grève sans préavis ni limitation de durée, sans se laisser paralyser par les intérêts sacro-saints, aux yeux de l'opportunisme, de l'« usager » et du « service public ».

Réduction d'horaire à Lip

Une partie des travailleurs de LIP va voir ses horaires passer de 42 h 30 à 36 h. A ce propos, Piaget, leader de l'UL CFDT et du PSU a déclaré au comité d'entreprise : « Les travailleurs doivent évidemment sauvegarder leurs in-

térêts, mais sans mettre pour autant en danger l'entreprise qui les emploie ».

C'est sans honte que la CGT, qui avait tout fait pour dégoûter les

(suite page 7)

Lisez et diffusez :

**SOLIDARITE DE CLASSE
AVEC LA LUTTE DES
PROLETAIRES IMMIGRES**

Commandes au Proletaire.

Prix 3 F.

Interventions du Parti

Les sections ont diffusé le tract suivant dans la semaine qui a précédé la marche sur Paris et à la manifestation du 15 février.

Solidarité de classe avec les soldats et les militants politiques et syndicaux, victimes de la répression bourgeoise !

CAMARADES !

Plus de 50 inculpations de soldats et de militants politiques et syndicaux dont plusieurs sont encore emprisonnés. Des sanctions qui continuent à pleuvoir dans les unités militaires.

En usant d'une répression sans commune mesure avec les faits réels, la bourgeoisie cherche à intimider les travailleurs à l'aube d'une période où la crise doit les pousser à des luttes plus vastes pour défendre leurs conditions de vie et de lutte. Elle le fait en réprimant les militants qui voulaient tisser des liens entre les ouvriers et la troupe.

Aussi, la solidarité de tous les prolétaires est-elle indispensable, non seulement pour tirer ces camarades des griffes de la bourgeoisie, de ses prisons et de ses tribunaux, mais pour unir les rangs de tous les prolétaires, au moment où sont frappés ceux qui se sont mis au premier rang de cette lutte.

PROLETAIRES, CAMARADES !

Au lieu d'engager une riposte immédiate de l'ensemble de la classe ouvrière, les partis soi-disant « ouvriers » et les directions syndicales à leur botte (direction CFDT comprise) ont commencé par dénoncer les victimes sous prétexte de « diversion » et au nom de la lutte contre le gauchisme et l'antimilitarisme, laissant ainsi le champ libre à la répression gouvernementale. Ce faisant, elles ont confirmé que l'abandon de la vieille tradition de l'antimilitarisme prolétarien s'accompagne de l'abandon des exigences les plus élémentaires de la défense des soldats et de la solidarité prolétarienne !

Les directions réformistes n'ont pas pris cette position par peur ou par simple électoralisme, mais parce que depuis des décennies elles soutiennent la nécessité de la « défense nationale » qui, dans un pays de vieux capitalisme, ne peut signifier autre chose que brigandage impérialiste et pression contre-révolutionnaire sur le prolétariat, et parce qu'elles se sont entièrement soumises aux exigences de la hiérarchie militaire et de la conservation sociale.

CAMARADES ANTIMILITARISTES !

Les directions d'extrême gauche qui ont dirigé la campagne de solidarité vous ont expliqué qu'il était indispensable, sous prétexte d'« esprit unitaire » et pour soi-disant préserver les « bases les plus larges », de se placer sur le terrain de la défense des droits démocratiques en général, ce qui aurait dû permettre, à leurs dires, d'obtenir l'aide des démocrates et de rendre théoriquement possible l'entrée des directions réformistes dans le mouvement.

En réalité, dès le début, la direction CFDT a créé la plus grande confusion en parlant bien de défense des inculpés mais en mettant comme préalable à toute action l'accord avec la gauche officielle, en même temps qu'elle se lançait dans la lutte contre l'antimilitarisme dans ses propres rangs et entreprenait d'y faire régner l'ordre.

Les partis de gauche et la CGT réclament aujourd'hui avec la CFDT la « levée des inculpations »... mais c'est seulement parce qu'il n'y a rien dans les dossiers ». Loin d'appeler à une pression de classe sur l'Etat, ils se contentent d'une demande d'entrevue avec un ministre, tout en dénigrant par ailleurs les antimilitaristes et en cherchant à susciter la méfiance des travailleurs contre eux.

Quant aux démocrates et aux philanthropes, on les a vus parler à la tribune de quelques meetings et signer des pétitions, mais aucune aide réelle n'est venue d'eux, et pour cause !

En contrepartie, en attendant que bougent ces forces qui ne pouvaient pas et ne pourront jamais nous aider, les actions qu'il aurait été nécessaire de mener ont été retardées, la propagande a été affaiblie, l'agitation a manqué de vigueur, tout est resté dans le vague le plus grand, ce qui a été un facteur supplémentaire de démobilitisation des éléments indignés par l'attitude de l'opportunisme. Et ce triste résultat a été obtenu sans qu'on puisse même mordre sur les jeunes influencés par l'opportunisme mais ébranlés par l'attitude ignoble de leurs directions, sans qu'une véritable agitation ait été faite pour éveiller la seule force qui peut prendre la défense des inculpés, car elle s'identifie avec la sienne, le prolétariat.

CAMARADES !

Il n'est pas trop tard pour tirer ces leçons qui s'imposent. Tous les révolutionnaires et les antimilitaristes sincères, tous ceux qui n'entendent pas renier le combat pour lequel ont été frappés nos camarades, doivent lutter dans les manifestations comme celle de Paris, dans les comités antimilitaristes, dans les comités contre la répression, dans leurs syndicats respectifs, pour faire valoir l'exigence d'une véritable solidarité sur une base de classe et pour défendre le point de vue qu'une défense ouvrière conséquente est inséparable de la lutte contre le militarisme bourgeois et ses laquais, les dirigeants opportunistes, tout en défendant les revendications suivantes :

- LIBERATION DE TOUS LES DETENUS !
- LEVEE DE TOUTES LES INCULPATIONS !
- ARRET DE TOUTES LES SANCTIONS CONTRE LES SOLDATS !
- CESSATION DE TOUTES LES POURSUITES !
- DROIT A L'ORGANISATION DES SOLDATS, DEFENSE DE LEURS REVENDICATIONS !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

★

Voici le bilan de la dernière grève à Renault que nos militants ont diffusé à Billancourt.

Après la grève des pistoléteurs

Une fois de plus, des ouvriers de Renault, révoltés devant leurs conditions de vie et de travail bestiales et les divisions créées entre eux par la bourgeoisie, ont su brandir l'arme élémentaire de lutte de leur classe, la grève. Le 23 janvier, 200 ouvriers de la peinture à Billancourt déclaraient la grève illimitée jusqu'à obtention de leurs revendications : augmentation uniforme de 130 F les amenant au salaire des autres ouvriers effectuant un travail insalubre et dangereux, coeff. 175 pour les essayeurs. Sans attendre que les dirigeants syndicaux veuillent bien s'occuper d'eux — ils auraient pu attendre longtemps ! —, et sans leur demander la permission, à ces techniciens de la collaboration des classes. Sans attendre non plus la « sympathie du personnel » sans laquelle selon la CGT il n'y aurait pas de lutte possible (prétexte pour ne pas soutenir les luttes dures, les « grèves-bouchons », « minoritaires »). Par la grève, les ouvriers de la peinture se sont placés sur un terrain de force, et il n'y a pas à en avoir peur puisque, bien loin de signifier comme le prétend la CGT (voir tract du 9-2-76) l'isolement des ouvriers les plus combattifs de la masse des autres, c'est là la garantie de l'efficacité de la lutte.

Le moment choisi était favorable : augmentation des commandes pour la Régie après un bilan désastreux en 75, et alors qu'elle ne dispose pas de stock de voitures finies pour aucun de ses modèles. D'autre part, les luttes qui ont éclaté dans des ateliers de plusieurs usines du groupe ont démontré la combativité et la détermination de nombreux travailleurs pour les salaires. Il existait donc des possibilités d'extension de la grève d'autant que les revendications mises en avant par les luttes : augmentation du salaire immédiate et uniforme pour tous, intégration des primes au salaire de base, sont unificatrices et intéressent tous les ouvriers. Mais comme aux presses en décembre, les ouvriers ont eu contre eux le bloc complémentaire patron-dirigeants syndicaux.

Contre les ouvriers en lutte, la bourgeoisie se place sur son terrain naturel, celui de la force et de la violence. Pour tenter de rendre impuissante la lutte de défense économique des ouvriers, nécessaire résistance aux empiètements incessants du capital, les bourgeois savent faire preuve de solidarité entre eux et s'organiser par dessus leur concurrence contingente : contre les grévistes des presses en décembre, la direction de la Régie a fait enlever les grosses presses du 12, et installer une partie de ce matériel à l'usine Citroën de Rennes ; pour briser la grève des pistoléteurs, elle a fait venir des caisses de fourgonnettes toutes peintes de Chausson (Creil). La bourgeoisie utilise les divisions qu'elle crée entre les travailleurs : à Renault, pour remplacer les peintres elle a fait appel à la maîtrise, à des intérimaires et même à de vieux peintres ayant quitté le 74 pour raisons de santé, et, comme à chaque grève, elle a cherché à dresser les ouvriers les uns contre les autres en frappant de lock-out deux heures par jour des milliers d'ouvriers et de licenciement immédiat tous les intérimaires sur les chaînes. Cela montre que pour se défendre, les ouvriers ont besoin de se placer eux aussi sur le terrain de la force et de tisser des liens toujours plus serrés et plus larges entre eux grâce à leur organisation croissante.

Bien loin d'étendre et d'unifier les luttes pour les renforcer, la direction de la CGT construit un véritable cordon sanitaire tout autour pour les isoler et les étouffer. Pour elle, il s'agit toujours de « conflit localisé », de revendication « particulière », de grève « mineure », « sectorielle ». Comme pour la grève des presses en décembre où elle soulignait « sa volonté de ramener la grève à ses justes proportions » (R. Sylvain), sa ligne pour la grève des peintres a été de « refuser de donner à ce conflit une dimension qu'il ne doit pas avoir » (tract CGT 3-2-76). Pour ne pas « paralyser l'entreprise » nationalisée, les dirigeants syndicaux paralysent l'action. Ils se sont efforcés de faire reprendre le travail avant même que les négociations s'engagent (la CGT et la CFDT ont présenté aux pistoléteurs une pétition le 26 janvier, les engageant à reprendre contre une promesse purement verbale de la direction d'ouvrir les discussions ; c'est aussi comme ça que l'équipe du soir a repris aux presses, le dimanche 28, sans avoir rien obtenu). Ils ont laissé le champ libre aux manœuvres de la bourgeoisie pour diviser les ouvriers en n'organisant pas la grève, seule riposte au lock-out. Pire, ils ont saboté carrément la lutte en n'empêchant pas, par un piquet de grève, la livraison à Billancourt des châssis peints en provenance de Chausson.

Quant à la CFDT, elle a bien appelé à la lutte, mais comme d'habitude n'a rien organisé et s'est mise à la remorque de la CGT. Rien d'étonnant alors si, malgré leur combativité les peintres ont dû accepter le misérable compromis (40 F indexés sur les salaires, à la condition qu'il n'y ait pas de mouvement de grève pendant les prochains mois, indemnisation à 25 % des heures perdues) présenté par la CGT comme un « succès évident ».

La première condition pour que les prolétaires reconstituent leur force de classe, c'est de s'unir par dessus les divisions créées par la bourgeoisie et entretenues par l'opportunisme. C'est la solidarité active et permanente des ouvriers entre eux qui cimentera leurs rangs. Leur force peut être immense quand ils se battent unis sur le terrain de l'action directe, et si la bourgeoisie déploie de tels efforts pour les briser, c'est qu'elle s'en souvient.

Il s'impose comme exigence fondamentale le besoin de tisser des liens entre prolétaires conscients de la nécessité de combattre sans répit et sans failles l'œuvre défaitiste et de division des directions syndicales, et résolu à travailler avec énergie, par leur activité de propagande, d'agitation et d'organisation (à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats), à préparer les conditions subjectives et matérielles d'une défense efficace des conditions de vie et de lutte des ouvriers. Il s'agit d'un pas indispensable pour la reconstitution de la force de classe, contre la bourgeoisie et ses laquais « ouvriers ».

presse internationale

Voici le sommaire du N° 3 (6 février) de

il programma comunista

- Il capitale sostiene il lavoro come la corda l'impiccato
- Il senso della nostra azione « esterna » (2)
- Parassitismo e spese pubbliche : una tendenza che nessuna riforma potrà mai frenare
- Aspetta e spera
- Argentina : una democrazia dai fianchi di ferro
- Sacri lombi
- Attraverso il commercio la crisi viaggia ad est
- Dall'est « socialista »
- Guardia bianca italiana per l'Angola
- Le « misure di sicurezza interna » della borghesia tedesca
- Note sulla Germania occidentale
- Sull'agitazione dei parastatali
- Il PSI fra le tenaglie
- Riunioni pubbliche
- Una dimostrazione di tolleranza socialista
- Ecco finalmente la prova
- Nostri interventi : Bolzano, Forlì.

Lisez et diffusez

EL PROGRAMA COMUNISTA

Solmer-Fos

Le 21 janvier, 280 ouvriers du haut fourneau n° 2 de la Sollmer à Fos-sur-Mer se croisaient les bras. Se moquant des sirènes patronales et opportunistes les appelant à la préservation de « l'outil de travail », « fleuron de l'industrie française », leur grève dure depuis plus de trois semaines avec une magnifique détermination. La force d'un tel mouvement (d'après Le Figaro du 6-2-76, « il n'y a pas d'exemple au monde qu'une grève ait stoppé un haut fourneau plus de trois semaines ») s'explique par l'ampleur de la dégradation des conditions de vie et de travail des ouvriers dans la sidérurgie.

Comme dit le CNPF, la réduction importante de la production d'acier, liée entre autres aux accords de la CECA, « devrait permettre d'assainir le marché intérieur et de rétablir l'équilibre entre production, livraison et commandes » (id.) (il faut se rappeler que « le niveau mensuel moyen de production était de l'ordre de 1.675.000 tonnes fin 75 contre 2.250.000 tonnes au printemps 74 »).

En attendant, cet « assainissement du marché » se traduit par les chiffres suivants : — rien qu'en Lorraine, les effectifs ouvriers de la sidérurgie sont passés de 64.421 en 1970 à 53.118 en 1975 ; — des milliers de licenciements ont eu lieu, déguisés soit sous des mises en pré-retraite à 60 ans, soit parce qu'ils frappent des intérimaires, ce qui permet à la Chambre syndicale de la Sidérurgie de dire qu'en 1975, il n'y a pas eu de licenciements ; — l'embauche a été arrêtée sauf pour quelques ouvriers très qualifiés ; — la restructuration de l'industrie sidérurgique se poursuit : chez Usinor, on parle de supprimer 2.000 emplois à Trith-St-Léger, 750 à Longwy, 650 à Sacilor-Sollac. Le VII^e Plan prévoit une diminution de 6.000 travailleurs d'ici à 1980.

A Fos, l'anarchie liée à un mode de production incapable de connaître les lois de sa propre économie fait d'abord construire un immense complexe sidérurgique de 7 milliards 1/2 de francs, un chantier employant 13.000 travailleurs, transplante 2.500 sidérurgistes lorrains pour « mobiliser les ouvriers au fait spécifique de la sidérurgie » dans une région sans traditions dans cette branche et, quelque temps après, arrête un des deux hauts fourneaux de Fos (depuis février 75) « pour cause de conjoncture insuffisante » !

Le chômage partiel a atteint toutes les aciéries en 1975, « à la fin de l'année on comptait encore 60 % des effectifs en chômage partiel : 32 à 35 h selon les secteurs au lieu de 40 h dans les feux continus et 43 dans les ateliers », avec une grosse perte de salaire mal compensée par l'aumône de l'indemnisation à 60 % du salaire brut, tandis que l'Etat indemnise les entreprises, elles, à 90 %. Et cela dure depuis des mois et des mois !

Pour tenter d'étouffer la réaction des ouvriers le patronat crée des divisions comme par exemple la diminution du chômage partiel pour les uns et pas pour les autres (ce qui a provoqué la grève des ouvriers des hauts fourneaux à Fos), le lock-out qui touche maintenant 4.300 personnes, sans compter 2.000 travailleurs dans les entreprises de sous-traitance.

Ici comme partout, il n'y a qu'une voie : l'union des travailleurs dans la lutte contre le capital, et sans écouter les boniments des directions opportunistes.

Radiotechnique (Dreux)

La région de Dreux est maintenant habituée aux grèves. C'est au tour de Radio-Technique où 1.000 ouvriers sur 1.750 se sont mis en grève « reconductible » pour une augmentation de salaire, pour la réduction des cadences, l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes, ainsi que la fin des discriminations envers les travailleurs immigrés qui constituent 80 % du personnel de l'entreprise.

C'est en luttant pour les revendications communes contre les discriminations qui frappent les catégories les plus exploitées que se forge l'union des travailleurs !

Réduction d'horaire à Lip

(suite de la page 6)

ouvriers de LIP de la lutte, voit aujourd'hui dans cette déclaration une preuve de l'« union sacrée », de la collaboration de classes, du réformisme de la CFDT... ; non parce qu'elle est capable d'une politique de classe mais tout simplement parce qu'au fond elle n'est pas d'accord sur la même politique industrielle !

Les critiques de la CGT sont infâmes. Mais la question reste. Dire comme le fait Piaget dans Tribune Socialiste du 7-2 que ne pas vouloir mettre l'entreprise en danger est une autre manière de dire que l'objectif est de garantir l'emploi ne peut racheter sa déclaration parfaitement réformiste. Il ne faut pas oublier que la recherche de l'emploi à tout prix dans une société anarchique qui met des millions d'ouvriers sur le pavé conduit à la longue, si elle est prise comme un absolu, à se placer dans la concurrence du côté de certains travailleurs contre d'autres. Il n'y a pas de revendications miracles mais la lutte ne peut être efficace et féconde que si les objectifs qu'elle se donne non seulement apportent un réel soulagement aux travailleurs mais aussi les aide à surmonter la concurrence : alors l'objectif central au lieu d'être celui de l'illusoire « garantie de l'emploi » pourrait être le salaire intégral en cas de chômage (total et partiel).

Les maoïstes belges et la passion de la « défense nationale »

L'organisation maoïste la plus importante de Belgique, TPO AMADA (Tout le Pouvoir aux Ouvriers, Amada traduction flamande) vient de lancer un appel au « peuple » belge devant le danger d'une guerre mondiale où, encore une fois, la petite Belgique risque d'être envahie. La déclaration du Bureau national de TPO appelant à une manifestation le 14-12 titrait : « *Debout ouvriers travailleurs, défendez la paix en Europe. La Russie et l'Amérique préparent une nouvelle guerre mondiale.* »

Car nos maoïstes ont beau feindre de se retrancher derrière les positions marxistes en disant que « tant qu'existera l'impérialisme, la guerre nous menacera. Le grand Capital recourra toujours à la guerre pour renforcer son pouvoir contre les ouvriers et tirer des super-bénéfices des régions nouvellement [pourquoi cette restriction ?] conquises », ils rejettent aussitôt cette affirmation en cherchant quel est parmi les Etats impérialistes celui qui est « responsable » de la guerre ! « Qui sont les fauteurs de guerre aujourd'hui ? Dans les années 30 c'étaient les pays fascistes, l'Allemagne, l'Italie, le Japon. Toutes les forces pacifiques devaient s'unir contre eux... ». Mais voilà que ces « forces pacifiques » apparaissent sous un jour nouveau (!) : « Le monde actuel ne connaît que deux forces de guerre : le social-impérialisme russe et l'impérialisme américain... en ce moment le Capital européen ne désire (!) pas une troisième guerre mondiale. »

Ils ne s'arrêtent d'ailleurs pas là dans la recherche de l'ennemi « principal », et trouvent que parmi les deux fauteurs l'un est plus fautier que l'autre : « La Russie est un nouveau pays du type « capitalisme d'Etat » ; elle aspire à une nouvelle répartition du monde, elle veut chasser les Etats-Unis et les pays capitalistes plus faibles afin d'imposer elle-même son contrôle... de ces deux criminels (URSS, USA) et bellicistes, l'URSS est à l'heure actuelle le plus fourbe et le plus dangereux. L'Amérique est une superpuissance en déclin... » (D'ici qu'ils nous appellent à la défendre... !)

C'est vrai que les Etats-Unis ont passé le faite de leur puissance économique, mais leur « déclin » est tout à fait relatif. Il ne faut pas oublier que, comme nous le rappelions dans une étude sur le cours de l'impérialisme mondial (cf. *Le Proletaire* n° 123), globalement le géant impérialiste américain reste la première puissance économique mondiale, comme en témoigne son PNB (993 milliards en

1970) nettement supérieur à tous ceux de ses concurrents (197 pour le Japon, 187 pour l'Allemagne, 148 pour la France, 120 pour la Grande-Bretagne et environ 300 pour l'URSS) ; il est vrai que la somme des PNB des quatre « alliés » et néanmoins concurrents des USA représente maintenant les 2/3 du PNB des USA contre 1/2 seulement il y a dix ans. Mais cette remontée relative du capitalisme européen et japonais est précisément une des causes de la guerre pour le moment seulement économique que se livrent les puissances impérialistes. Elle montre qu'il est absurde de vouloir situer dans un pays capitaliste les forces qui « menacent la paix », et encore plus d'identifier comme « fauteur de guerre » un jeune impérialisme montant en absorbant les vieux impérialismes nantis.

Au moment de l'éclatement de la première guerre mondiale, alors que les Vandervelde de tous les pays dénonçaient dans la bourgeoisie des autres pays l'agresseur et le fauteur de guerre, Lénine a montré non seulement qu'il est stupide d'attribuer la responsabilité de la guerre à celui qui tire le premier coup de fusil ou franchit en premier la frontière du voisin, mais aussi de vouloir rejeter cette responsabilité sur le ou les Etats capitalistes dont l'essor se heurte à la domination mondiale et au monopole des impérialismes plus anciens : c'est l'ensemble du système capitaliste mondial, c'est l'existence même de l'impérialisme mondial, stade suprême du capitalisme, qui produit nécessairement les guerres. Tant que subsistera le capitalisme, la guerre menacera l'humanité, et il n'y a pas d'autre « fauteur de guerre » que le capital.

L'analyse des maoïstes n'a donc rien à voir avec le marxisme : dans les années 30, les impérialismes occidentaux, apparemment « pacifistes » parce qu'ils dominaient le monde et avaient soumis l'Allemagne aux conditions infâmes du traité de Versailles, étaient tout aussi fauteurs de guerre que les impérialismes de l'axe ! Et c'est en vain qu'on chercherait aujourd'hui sur l'arène de l'impérialisme mondial les « forces pacifistes » à opposer aux « fauteurs de guerre ». Or, cette « erreur » d'analyse a des conséquences pratiques considérables.

Les communistes affirment que tant que durera le capitalisme, désormais inéluctablement impérialiste, l'humanité sera menacée par la guerre. Seul le prolétariat peut sauver l'espèce humaine des massacres en détruisant l'Etat bour-

geois et en éliminant les rapports de production capitalistes. Pour nous, l'inévitabilité des conflits violents non seulement entre les classes mais aussi entre les Etats bourgeois, appelle une seule solution, la révolution prolétarienne mondiale, et impose de préparer théoriquement, politiquement et pratiquement le prolétariat à cette tâche historique. Les maoïstes tirent évidemment de leur analyse une stratégie toute différente.

Pour eux, « les vrais communistes doivent tout mettre en œuvre pour éviter cette guerre, pour éveiller les masses et les unir dans la lutte contre les deux superpuissances. La lutte contre les préparatifs d'une guerre mondiale par la Russie et l'Amérique doit être le sujet de l'agitation journalière ». Ça, c'est la façade pacifiste. Mais il est impossible de lutter « pour la paix » sinon en luttant pour la guerre civile de la révolution prolétarienne, ce que les maoïstes ne veulent pas ; du coup, défendre la paix ne signifie que participer à la guerre aux côtés et en défendant les « forces pacifistes », c'est-à-dire tel ou tel bloc impérialiste, sa propre « patrie » de préférence. C'est ce qu'ont fait le social-démocrate pendant la première boucherie impérialiste, et le stalinisme, dont se réclament nos maos, pendant la seconde. Et ils se préparent pour la troisième : « L'URSS et les Etats-Unis se préparent à se battre pour la domination de l'Europe [seulement ?]. Le peuple belge et tous les peuples européens ont une tâche urgente : renforcer leur défense nationale, se préparer à défendre par les armes la liberté nationale ».

AMADA, tout comme les maoïstes en France ou en Allemagne, cherche donc à rallier une partie sinon toute la classe bourgeoise à la défense nationale contre les superpuissances. Et, réciproquement, il appelle les prolétaires belges, français ou allemands, à faire bloc avec leurs bourgeois « nationalistes » contre les autres. Il va plus loin, dans la bonne tradition stalinienne qui demandait au prolétariat de ramasser le drapeau national que la

bourgeoisie cosmopolite laissait tomber dans la boue. « La classe ouvrière, demande AMADA, peut-elle soutenir la politique militaire de la bourgeoisie ? Peut-elle accepter le budget militaire de la bourgeoisie européenne ? Peut-elle apporter son soutien à la production d'armes de la bourgeoisie européenne ? En aucun cas. »

Non, non, n'ayez pas peur, il n'est pas question de revenir sur des positions de classe, au contraire. Si AMADA fait des gros yeux à la bourgeoisie, c'est parce que « la politique militaire de la bourgeoisie européenne n'est pas capable de défendre efficacement l'indépendance nationale » ! Parce que « tant que les ouvriers et les travailleurs seront impudiquement exploités par le grand capital [et le petit ?], ils ne pourront jamais se mobiliser à fond pour la défense nationale... » ! Voilà pourquoi nos maos essayent désespérément de jouer sur tous les tableaux à la fois : ils soutiennent la bourgeoisie « nationaliste » des pays d'Europe, mais si jamais la bourgeoisie trahit la cause nationale en s'alliant aux américains, alors « dans ce cas (!) la classe ouvrière doit diriger les armes contre sa propre bourgeoisie belliciste... » ! Et lorsqu'ils en arrivent à reprendre formellement les affirmations communistes et à dire que « l'armée de la classe ouvrière ne peut jamais être directement issue de l'armée bourgeoise actuelle. L'armée révolutionnaire, l'armée rouge des ouvriers peut seulement être édiflée dans la guerre civile », il ne s'agit que d'une caricature ignoble.

Au départ, le stalinisme prétendait soutenir la « défense nationale » dans certains pays impérialistes contre d'autres afin d'affaiblir l'impérialisme mondial et de faire avancer la révolution communiste. Il n'a ensuite revendiqué la lutte de classe et la guerre civile que comme moyen d'assurer la « défense nationale », pour en arriver bien entendu à renier toute lutte de classe pour des raisons de « défense nationale » tandis que chaque parti dénonçait au nom de la défense de « sa » nation les lut-

tes nationales menées contre l'oppression perpétrée par « son » propre Etat.

Le maoïsme pour sa part, s'il est l'expression théorique d'une dégénérescence du parti marxiste — ce qui explique sa référence au stalinisme —, et si comme ce dernier il fait de la « défense nationale » un principe éternel, au-dessus des classes, ce qui le place au rang d'école politique bourgeoise, a été aussi le drapeau d'une révolution bourgeoise gigantesque pour laquelle la « défense nationale » était une nécessité révolutionnaire. D'ailleurs la révolution chinoise n'a-t-elle pas dû invoquer le « principe national » même contre la Russie stalinienne qui pillait la Mandchourie ?

Depuis, il est vrai, l'Etat national s'est stabilisé en Chine et le drapeau de la « défense nationale » n'est plus utilisé que pour la recherche d'une place dans l'ordre capitaliste international. D'où l'invocation si insistante du stalinisme des années trente et quarante par le maoïsme d'aujourd'hui qui y trouve une justification théorique à sa *realpolitik*, pour des besoins intérieurs aussi bien qu'internationaux. Néanmoins le maoïsme d'aujourd'hui joue un rôle différent du stalinisme d'hier ou du néo-stalinisme actuel. Il n'a pas comme eux de poids réel comme parti opportuniste à l'échelle internationale et ne peut utiliser le prolétariat comme moyen de pression dans le jeu de ses alliances internationales, même s'il peut le faire dans une plus grande mesure avec le mouvement démocratique dans les pays du Tiers Monde — où il a une influence encore notable, bien que l'attitude de la Chine au Pakistan, au Dhofar ou en Angola porte un sacré coup à son prestige.

Quoi qu'il en soit, l'infamie du stalinisme-maoïsme, ce n'est pas seulement de se couvrir du « communisme » pour enfoncer le prolétariat dans le marais de la politique bourgeoise, c'est aussi d'utiliser son influence internationale pour un jeu national et d'être devenu un facteur de stabilisation de l'ordre impérialiste mondial.

Allemagne de l'Est :

Un socialisme dernier cri

Chaque jour on assiste à la naissance d'un « nouveau socialisme ». Le projet de programme de la SED, qui sera discuté en mai au IX^e Con-

grès du parti, assure par exemple qu'en RDA est en train de naître et de se développer « la nation socialiste germanique », une communauté stable de classes et de couches sociales unies par une amitié réciproque, et donc sans « contradictions antagonistes » (Frankfurter Rundschau, 15-1-76). Une définition pareille pourrait figurer dans une encyclopédie pontificale ou dans un sermon de curé : que les classes demeurent, pourvu qu'elles soient amies !

D'ailleurs, comme on peut le voir dans le même projet, ce qui va les rapprocher les uns des autres, les classes, c'est d'une part, une politique sociale et économique qui promet un niveau de vie plus élevé à condition que l'on obtienne une productivité plus élevée (comme dirait... Ceyrac) et, d'autre part, — et ça, c'est pas du socialisme « avancé » ? — « le passage progressif à la semaine de 40 heures ». Il n'y a pas à dire : le CNPF pourrait reprendre à son compte des déclarations « socialistes » comme celles-là !

A NOS LECTEURS

Ce numéro de notre journal n'aura pu paraître le samedi comme prévu. La grève du Syndicat du Livre du vendredi 20 renvoie sa parution au mardi 24 février.

Lecteurs, sympathisants soutenez la presse du Parti. Souscrivez !

Amours sino-germaniques

Il serait long de refaire l'histoire des rapports commerciaux entre l'Allemagne de l'Ouest et la Chine (qui placent actuellement la RFA au 4^e rang dans la liste des partenaires de la Chine, après le Japon, les USA et le Canada) ou des voyages de délégations officielles et officieuses, politiques et économiques, depuis les voyages de Strauss et de Schmidt, jusqu'à l'exposition industrielle de septembre 75 à Pékin et à la visite actuelle du député démocrate-chrétien Alfred Dregger. Qu'il suffise de dire que le rapprochement entre les deux pays a été puissamment favorisé, du côté allemand, par la crise et par l'offre alléchante de matières premières essentielles, surtout pétrole et dérivés, et du côté chinois par la rivalité sino-soviétique et le rapprochement sino-européen qui s'en est suivi.

En pleine crise, les échanges Chine-RFA, qui avaient baissé depuis 1969, reflourissent au soleil de la non-ingérence réciproque et de la collaboration entre peuples sous « régime social différent ». En 1974, les exportations allemandes en Chine atteignent 1,1 milliard de DM ; dans les 9 premiers mois de 1975, elles s'élevaient déjà au niveau de 907 millions de DM : on imagine le bilan de fin d'année ; Les importations chinoises, qui avaient été de 500 millions de DM

en 1974, s'élevaient déjà dans les neuf premiers mois de 1975 au chiffre coquet de 388 millions de DM. Selon *Die Welt* du 11-11-1975, « les contacts toujours plus intenses sur le plan économique comme sur le plan gouvernemental » font espérer que les échanges entre les deux pays auront doublé ou même triplé d'ici 1980. Un peu de patience et on verra bientôt non seulement de fructueuses affaires de part et d'autre (celles d'aujourd'hui ne sont encore qu'une bagatelle), mais une interpénétration du socialisme aux couleurs de Bonn et du socialisme aux couleurs de Pékin, sous les auspices bienveillants du tout puissant dieu Commerce.

*

Signe des temps : Mao vient de charger le chancelier Schmidt d'un message aux dirigeants britanniques et européens, leur demandant de résister à la menace d'« une poussée soviétique en Occident » (*Le Figaro* du 6-2-76). Parallèlement (les voyages ne sont pas seulement pour les diplomates et les hommes d'affaires, ils servent aussi à former la jeunesse !), « à la suite d'un voyage d'études à Pékin, les dirigeants maoïstes ouest-allemands ont décidé de collaborer loyalement avec les autorités militaires. Le gouvernement chinois leur a fait valoir que la Bundeswehr était « le

pilier de la défense occidentale contre le social-impérialisme soviétique » » (*Le Figaro* du 2-2). C'est ainsi — entre autres preuves de bonne volonté — que le président d'un comité régional du KDP (maoïste) appelé à déposer comme témoin au procès d'un soldat coupable d'atteinte au moral de l'armée allemande a déclaré que son parti était pour une Bundeswehr forte et efficace, prête « à défendre résolument notre pays et à ne pas se laisser mettre à genoux au premier coup ». Et il a ajouté qu'étant donné les menaces que les « puissances social-impérialistes » (URSS et RDA) font peser sur l'Europe, il fallait même souhaiter « un meilleur entraînement » des soldats, grâce évidemment à une démocratisation de l'armée.

Les maoïstes aux couleurs de la France — qui appuient la bombe française, crient haro sur les antimilitaristes et le « complot international », et font des meetings communs avec les fascistes, le tout comme toujours au nom du principe sacré de la défense nationale et... de l'« internationalisme » identifié à la défense des intérêts de l'Etat chinois — n'ont évidemment rien à envier à leurs cousins d'outre-Rhin en fait de loyal collaborationnisme avec l'Etat impérialiste.

permanences du parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 7 mars de 10 h à 12 h, café-bar Europarty, salle du fond (demander Editions Programme), Waayenberg 48, quartier Léopold (près de la place Blyckaerts).

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : stand à la faculté de Lettres les mercredis 25 février et 10 mars, de 14 h à 17 h.

• A Lille : les dimanches 29 février et 14 mars de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Marseille : les dimanches 29 février et 14 mars de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

• A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoulay
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926